

25

LA  
**REVUE**  
DE LA  
**PRESSE**  
PARAISANT TOUS  
LES JEUDIS  


25 cent. le numéro

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48 - Compte de chèques I.1301

# BIBLIOGRAPHIE

Un numéro spécimen des périodiques renseignés est envoyé sur demande faite à l'éditeur ci-dessous.

TITRE	ÉPOQUE DE PARUTION ou AUTEUR	OBJET	PRIX POUR LA SUISSE				ÉDITEUR
			du Num <sup>o</sup>	Abonnements de			
				3 mois	6 mois	1 an	
<b>La Revue de la Presse</b>	Tous les jeudis	Extraits des grands journ. eur.	0 25	—	4 50	9 —	3, rue Merle-d'Aubigné, Genève
<b>L'Après-Guerre</b>	Le 1 du mois	Articles document., statistiques	0 30	3 —	5 50	10 —	26, rue de Bourg, Lausanne
<b>Schweiz. Monatshefte</b>	Les 1 et 15 du mois	Revue littéraire.	0 40	3 75	7 —	13 —	44, Länggasse, Berne
<b>La France Champion du Droit (Vol.)</b>	P.-H. Loyson.	Conférences	1 20	—	—	—	23, rue Kléberg, Genève.
<b>Das Neue Europa</b>	Tous les mois	Revue polit. et écon.	0 50	—	2 50	5 —	Seefeldstr., 47, Zurich
<b>Chroniques italiennes</b>	2 fois par mois	Documents sur l'Italie contemp.	0 20	1 —	2 —	—	3, Grand'Rue, Genève
<b>Les curés ont-ils voulu la guerre?</b>	Brochure	Réponse négative au titre.	0 30	—	—	—	Tolra, 23, rue d'Assas, Paris

## *La Revue de la Presse*

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

JOURNAL IMPARTIAL, PUBLIANT DES EXTRAITS  
DE JOURNAUX DU MONDE ENTIER :: ABONNÉS

:: :: :: :: DANS TOUS LES PAYS :: :: :: ::

**PUBLICITÉ DE PREMIER ORDRE**

pour toute entreprise désirant donner de l'extension  
-- à ses produits en Suisse et à l'Étranger --

Les annonces sont reçues exclusivement par

**ORELL FUSSLI-PUBLICITÉ**

1, RUE DU COMMERCE - GENÈVE

Téléphone 20-50

*Succursales à Lausanne, Neuchâtel, Bâle, Berne, Soleure, Zurich, etc.*

# La Revue de la Presse

PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

## LES ANNONCES

ont reçues par la S. A. Agence Suisse de Publicité

**ORELL FUSSLI & Cie**

Rue du Commerce, 1, Genève

et dans ses succursales de

Lausanne, Neuchâtel, Berne, Zurich, Bâle, Soleure, etc.

## Tarif des Annonces:

Pour l'espace d'une ligne corps 8:

Suisse . . . 30 centimes.

Etranger . 40 »

Réclames . 100 »

Le tarif est majoré pour des emplacements spéciaux.

## ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse . . . . . par semestre Fr. **4.50**

Etranger . . . . . **5.50**

## PRIX DU NUMÉRO

Suisse . . . . . **25** centimes

Etranger . . . . . **30** »

1<sup>re</sup> Année

19 Juillet 1917

N° 23

## FRANCE

### Le Figaro (Fitz-Maurice):

Ce qui nous intéresse dans la crise allemande, ce sont surtout les raisons qui l'ont provoquée...

Lorsque, en février dernier, le gouvernement allemand qui avait débarqué Tirpitz, le créateur de sa marine, partisan de la guerre sous-marine à outrance, parce qu'il voulait encore essayer de retenir les Etats-Unis, proclama les torpillages sans merci, le chancelier, aussi bien que le nouveau ministre de la marine, déclarèrent que ce ne serait qu'une affaire de quelques semaines, de quelques mois tout au plus, pour venir à bout de l'Angleterre, et de la France par-dessus le marché. Ils ont fait répéter la même chose et donner la même assurance, dans les termes les plus formels, par tous leurs officieux.

Résultat: l'Angleterre tient bon, plus résolue que jamais, et les Etats-Unis sont entrés en guerre. Et il ne s'agit plus ici d'une menace à l'allemand. Les premiers contingents américains sont débarqués et un million d'hommes sont appelés sous les armes en Amérique.

Les Allemands qui savent cela se demandent s'il n'en est pas, du plan Hindenburg, comme de la guerre sous-marine et si l'un ne donnera pas autant de mécomptes que l'autre. Ils craignent que le maréchal à la statue de bois, dont la popularité a été enflée, pour pouvoir masquer les impopularités grandissantes du kaiser et du kronprinz, n'ait été, en somme, qu'un prétexte à leur bourrer le crâne. Ils voient échouer toutes les combinaisons, les politiques comme les militaires. Les Russes (que l'on a amadoués dans l'espoir qu'ils laisseraient à l'Allemagne tout au moins le temps de venir à bout des Anglais et des Français) reprennent la lutte alors que le front occidental est plus inquiétant que jamais. Les Allemands cherchent autour d'eux un motif d'espérance, une raison de conserver les espoirs inventés dont on les a entretenus; ils ne trouvent plus rien.

Les causes de la crise, les voilà.

### L'Homme enchaîné (Clémenceau):

La défaite, comme la victoire, a ses enseignements. Si lourds qu'ils soient d'intelligence, les Boches commencent à se douter qu'il y a chez eux quelque chose qui ne marche pas tout droit. Hindenburg, lui-même, manifeste, dans ses propos, quelques parties de raison. « La guerre est gagnée pour nous, s'écrie-t-il, si nous résistons aux attaques ennemies jusqu'au moment où la guerre sous-marine aura fait son œuvre. » En d'autres termes, la guerre continentale réussira si la guerre navale lui donne le succès. Je ne doute pas que le ministre de la marine, en réponse, n'annonce la victoire prochaine de ses bateaux, si Hindenburg veut bien prendre la peine de s'installer préalablement à Verdun. Cette

plaisanterie, semble-t-il, n'a pas été du goût de tout le monde, car, du kaiser à son chancelier, des ministres aux leaders du Reichstag, et du plus humble député aux journalistes de toute taille, c'est un tumulte de bras au ciel et de propos effarés. Reproches et récriminations de toutes parts. Signes avant-coureurs du désarroi final.

### Paris-Midi (H. Bérenger):

Prenons garde que la fameuse « constitution populaire », cuisinée en ce moment à Berlin ne soit, elle aussi, qu'un truquage de pacifisme destiné à servir de guet-apens à nos démocraties.

C'est par la force seule que l'Allemagne avait prémédité de nous écraser et de nous réduire en esclavage. C'est par la victoire seule que nous pourrions lui faire définitivement passer ce goût, pour l'avenir.

Toute autre politique serait, en ce moment, une politique de duperie et de défaitisme.

### L'Echo de Paris:

Au fond une seule réforme, une seule, pourrait, après vingt-cinq ou trente ans d'exercice, nous amener à modifier nos opinions sur l'Allemagne: l'installation d'un gouvernement représentatif qu'il serait au pouvoir d'un vote populaire d'apporter et d'emporter. Un gouvernement représentatif implique une civilisation moins apte à la guerre, plus éparsée dans la paix qu'un gouvernement absolu. Nous le savons à nos dépens. Après un demi-siècle de vigueur, un régime de cet ordre décasquerait peut-être l'Allemagne ou, tout au moins, dépointerait le casque de ses soldats. Le demi-siècle n'a même pas commencé. Nous n'en sommes pas encore à la simple annonce de la réforme. Et il ne sert de rien de parler de régime représentatif, parce qu'une poussée de mécontentement populaire a fait tomber quelques ministres. Cette efficacité intermittente de l'opinion s'est manifestée à bien des reprises en Allemagne, au cours des années passées. Un petit bouquet d'arbre ne fait pas la forêt.

### Le Ruppel (A. Milhaud):

L'Allemagne est actuellement partagée entre la tendance à « démocratiser », suivant le vœu d'une partie des catholiques et du parti socialiste flanqué de quelques libéraux nationaux et progressistes et la tendance à « pangermaniser ».

Quant les partisans de la démocratie réclament des réformes dans la grande commission du Reichstag, le comte Westarp exige que l'on fasse plutôt venir Hindenburg et Ludendorff à la grande commission et qu'on les entende.

Voilà qui nous permet de découvrir le sens secret des dis-

cussions du Reichstag: « Pour fléchir l'adversaire, disent les socialistes, les radicaux et leurs complices, écartons tout projet d'annexion, toute demande d'indemnité et passons un veston démocratique pour entrer au Congrès de la paix ».

« Pas de veston démocratique, dit le pangermanise. La situation n'exige pas cette humiliante livrée. Écoutez l'homme qui porte la noble livrée de l'Empereur et roi et qui vient d'endoctriner von Arz, Charles Ier, l'impératrice Zita, etc., etc. »

« Par la démocratie et l'abandon de la carte de guerre, ou par Hindenburg ». Tel est le dilemme.

### L'Oeuvre:

... Quand au kaiser, son opinion ne pouvant se concilier avec celle de M. Wilson, à moins qu'il ne pense à abdiquer, comme on prétendit qu'il voulut le faire, il y a quelques semaines, il doit estimer nécessaire la lutte, sans la croire susceptible d'amener la victoire. A ses yeux, les concessions démocratiques ne seraient qu'un « viatique ».

Le kaiser et Hindenburg ne vont plus sur les fronts: ils font de la manœuvre politique, ne pouvant plus faire de manœuvre stratégique. La reprise des hostilités en Russie, l'intervention américaine, la stabilité de l'opinion française, ferment toutes les portes à l'espoir allemand de provoquer paix séparées ou défaillances.

### L'Action française:

Les politiciens français qui ne comprendraient pas qu'ils sont à la veille de recueillir le fruit de leur constance et qui s'abandonneraient à la fantaisie d'être des opposants systématiques ne commettraient pas seulement une mauvaise action: ils manqueraient une excellente affaire.

Ils pourraient se pendre.

On vaincrait sans eux.

### L'Homme enchaîné (Clémenceau):

Certains socialistes français espèrent que toutes les affaires finiront par s'arranger sous l'égide de la société des nations, notamment la question de l'Alsace-Lorraine.

Cela, c'est le dernier mot de l'affaire! Ces rêveurs supposent que la dite société pourra se réaliser par le moyen de quelque miracle, constituer un gouvernement international sans lequel elle ne serait qu'un mot, avec une administration et une puissance d'exécution (militaire, s'il vous plaît) capable d'assurer la liberté, la tranquillité dans un pays où toutes les influences allemandes et françaises seront aux prises sur une question qui aura fait couler des torrents de sang des deux côtés.

Et s'il arrive quelque accroc à ce programme de liberté, de tranquillité (comme il y a des chances), et que le pouvoir d'exécution militaire soit obligé d'intervenir, et que telle ou telle partie juge à propos d'intervenir dans un tel ou tel sens, alors quoi? Rien de plus simple. C'est un commencement de la guerre. Voilà pourquoi je propose, avant de préparer une guerre nouvelle, de finir d'abord celle-ci.

### Le Temps:

Si les Allemands reconnaissent que la Belgique est inassimilable et même inutile pour eux, comment faut-il traiter ceux d'entre eux qui en ont froidement préparé la conquête pendant des années, et ceux qui ont exécuté cette conquête à la mode de Louvain, et ceux qui ont administré le pays en le ruinant, en déportant sa population? Comment faut-il traiter ceux qui ont gravé dans l'esprit du peuple allemand le monstrueux programme que M. Spahn, chef du centre catholique, formulait un jour devant le Reichstag: « La Belgique doit rester politiquement, militairement et économiquement dans notre main. »

Comme le « Vorwaerts » renonce à la Serbie et comme le « Berliner Tageblatt » renonce à la Belgique, d'autres abandonnent l'espoir fantaisiste d'une indemnité de guerre.

On a même vu une dizaine d'hommes qui ne pêchent point par un excès de libéralisme — on trouve parmi eux l'ancien ambassadeur Monts, le professeur Delbrück et MM. von Harnack et Paul Rohrbach qui sont bien connus par leur propagande en faveur de l'expansion germanique — publier un manifeste où ils rejettent leurs traditions conservatrices et où ils réclament l'institution immédiate du suffrage universel en Prusse.

Nous notons au passage toutes ces renonciations, mais elles ne seront que de vains bruits jusqu'au moment où l'on saura quelle attitude prennent en face d'elles le gouvernement impérial et le peuple allemand.

Qu'il reste autocratique ou qu'il devienne « parlementaire », est-ce que le gouvernement impérial les confirme?

Est-ce que le peuple allemand en tire les conséquences?

Jamais, depuis le début de la guerre, les problèmes qui sont à la base du conflit européen n'ont été posés d'une manière aussi nette et aussi pressante. Aucune équivoque ne les éludera.

### Le Journal (Jean Weber):

En ce qui concerne les colonies, nos ennemis n'ont renoncé à aucune de leurs ambitions. Le sort des armes a eu beau leur être défavorable hors d'Europe, ils ont eu beau perdre, sous les coups des Alliés, leur domaine colonial, leurs appétits demeurent les mêmes.

### L'Echo de Paris (Maurice Barrès):

Le pillage de nos stocks, l'enlèvement de nos machines, la dévastation systématique de nos usines du Nord et de l'Est, sont beaucoup moins l'effet des excitations de la guerre que d'un principe froidement délibéré. Dès les premiers mois, à Dusseldorf, dans un rapport mémorable, un des gros métallurgistes allemands avouait cyniquement ce plan qui tient en deux mots: mettre les industries françaises hors d'état de produire pour de longues années. Et de mois en mois l'effroyable méthode a été étendue implacablement. Hindenburg a laissé des steppes désertiques dans sa retraite d'hier et les multipliera demain.

« Rendre chauves les contrées que nous envahissons », c'est le mot d'ordre impérial. Vous les entendez qui disent: « Gens du Nord, vous ne pourrez pas restaurer vos charbonnages, réédifier vos filatures et vos tissages, vos sucreries et vos distilleries; gens de l'Est, vous ne pourrez pas rallumer vos hauts fournaux, réinstaller vos fonderies et vos aciéries; et ainsi, alors même que nous échouerions à asservir le monde par la supériorité de nos armes, nous régnerons universellement par la supériorité de notre industrie, de notre commerce et de notre flotte marchande... »

Ce cacul (j'évite les qualificatifs) entretient en Allemagne des illusions qui prolongent la guerre. Eh bien! le calcul peut être déjoué, les illusions dissipées et les criminels punis.

L'entrée en scène de l'Amérique du Sud, d'accord avec les Etats-Unis, apporte à notre cause, au point de vue commercial, un appoint d'énorme conséquence. Elle rend possible une entente, depuis la Chine et le Japon, en passant par l'Australie, jusqu'au Brésil, une entente mondiale qui peut dicter à l'Allemagne des conditions décisives.

Les Etats-Unis peuvent prendre l'initiative d'une alliance commerciale couvrant le monde entier et qui décidera qu'aucun produit allemand ne sera admis sur aucun marché, aucun effet allemand à aucune Bourse, tant que l'Allemagne n'aura pas d'elle-même et spontanément réparé les ruines qu'elle a causées, c'est-à-dire: 1. remboursé la valeur des navires coulés; 2. restitué les titres volés dans les banques; 3. reconstruit les villes, villages, exploitations et mines dévastées systématiquement par elle en Belgique, en France, en Russie, en Serbie, en Roumanie. « C'est de vous et de vous seuls, Boches, leur dira-t-on, qu'il dépend de rentrer sur le terrain des affaires commerciales et internationales du monde entier. »

## L'Univers (Paul Bourget):

La France ne voulait pas la guerre et cela fait honneur à la mansuétude de son génie. Mais, ne pas vouloir la guerre et ne pas la préparer, à deux pas d'un ennemi qui, lui, la prépare ouvertement, ce n'est pas une noblesse: c'est une défaillance. Nous ne sommes plus ici dans la générosité, nous sommes dans l'irréflexion, et coupables. Quand on est Athènes et que le Macédonien organise ses phalanges à vos portes, précisément parce que l'on représente un stade de civilisation plus avancé, on n'a pas le droit de compromettre ce dépôt sacré, de l'exposer aux écrasements de la force brutale. Plus la violence germanique se sera étalée dans cette guerre, plus nous avons à nous repentir de ne pas avoir mieux paré à cette barbare audace. Plus aussi nous avons le devoir, la lutte finie, de préserver l'héritage français d'un nouvel assaut. La vraie manière de nous repentir de notre négligence d'aparavant, c'est de la corriger. — ... Nous aurions « perdu l'utilité de nos misères » si ce vice — car c'en est un — devait se prolonger, la paix une fois conclue. Si heureuse que nous la supposions, elle ne supprimera pas le peuple allemand. Quant à supposer qu'il se transforme dans l'intimité de son être, après un conflit dont l'énorme amplitude aura exalté encore sa mégalomanie, autant penser que des forêts de palmiers pousseront en Poméranie et que des orangers mûriront en pleine terre, au bord de la Sprée. L'Allemagne a bu le vin de l'Empire. Elle s'en est enivrée. C'est une ivresse dont une nation ne guérit pas si vite. « L'ordre des choses » exigera donc que la France, pour maintenir la paix si chèrement conquise — « sa paix » — s'organise, non pas comme si elle était seule au monde, mais en fonction de ce redoutable voisin qui, lui, ne cessera pas de s'organiser en fonction d'une reprise de son hégémonie perdue. J'ajoute que l'ébranlement mondial ne s'abaisera pas sans qu'il y ait une distribution nouvelle de forces en Europe et ailleurs. Nous entrevoyons, dès aujourd'hui, la nécessité pour notre pays de s'accommoder, s'il veut vivre et garder son rang, à des tâches qui, elles aussi, réclament la vision la plus virile des réalités, un renoncement radical aux idéologies transcendantes et mensongères. Encore ici, la « réforme intellectuelle » prime tout. « Travaillons à bien penser », disait Pascal, « c'est le principe de la morale ». Il eût pu ajouter: « Et de la politique. »

## Le Progrès de Lyon:

Le Parlement vient d'accorder au gouvernement 9 milliards 873 millions de crédit pour le troisième trimestre de l'année en cours et cette somme formidable jointe à celles déjà jetées au gouffre insatiable de la guerre et aux avances consenties aux pays amis ou alliés forment un total qui n'est pas très éloigné de cent milliards de francs.

Un jour ou l'autre, il sera nécessaire d'émettre le troisième grand emprunt, opération à laquelle, sans doute, on aurait déjà procédé, sans l'heureuse intervention des Etats-Unis.

Dans quelles conditions s'effectuera ce prochain appel au crédit public? « That is the question ».

Il ne paraît guère possible de recourir encore une fois à ce « bon vieux cinq pour cent ». Vingt-deux milliards de cette espèce pèsent déjà sur le marché et il n'est pas exagéré de dire que le public en a sa charge. Il faut imaginer autre chose, trouver un nouveau type d'emprunt, ce qui ne laisse pas d'être fort délicat. Le choix à faire est d'une importance qui n'échappe à personne, car de ce choix dépend, dans une très large mesure, le succès de l'emprunt.

En cette matière, le type à adopter doit réunir de multiples avantages d'apparence contradictoires, avantages pour l'Etat et avantages pour les souscripteurs. Il faut qu'il soit facile, peu onéreux et aussi productif que possible. Il faut également qu'il séduise le public par sa simplicité et par les profits éventuels. Il faut enfin qu'il réserve l'avenir et qu'il puisse cependant être classé dans les portefeuilles petits ou grands. Pour ses débuts au ministère des finances, M. Joseph Thierry est placé devant un redoutable problème.

D'aucuns prônent l'emprunt à lots, en montrant quelques exemples bien choisis; certains mêmes voudraient faire du futur appel au crédit public une sorte de vaste loterie nationale. D'autres penchent pour des obligations remboursables à longue échéance, vingt, trente ou cinquante ans. Pour d'autres encore, la meilleure solution consisterait dans l'émission aux environs du pair de simples rentes 6 %. Enfin, des financiers éclectiques voudraient voir offrir concurremment au public ces divers types d'emprunts; chacun souscrirait selon ses préférences personnelles et le Trésor ne manquerait pas d'y trouver son profit.

Quoi qu'il en soit, la question vaut qu'on l'étudie et qu'on y réfléchisse. Le principal, en la circonstance, c'est que le prochain emprunt obtienne un succès au moins équivalent à celui obtenu par les deux précédents. Il y va du crédit de la France.

## Le Journal (Saint-Brice):

Il est très caractéristique que les seuls éléments dynastiques participant au mouvement de Barcelone se rattachent au clan de M. Garcia Prieto qui a donné à l'Allemagne de tels gages, au cours de son très bref passage au pouvoir. Les germanophiles sont très montés contre le cabinet Dato. L'ambassadeur du kaiser, le prince Ratibor, a manifesté publiquement son irritation de l'interdiction signifiée aux sous-marins de pénétrer dans les eaux espagnoles. Le ravitaillement des pirates en sera considérablement gêné. D'autre part, M. Dato vient de montrer des dispositions très loyales dans des arrangements avec les Alliés au sujet des exportations et de l'émigration. Cette attitude est de nature à développer le rapprochement qui s'est déjà manifesté entre le gouvernement, le groupe libéral du comte Romanonès et la grande majorité de l'opinion publique.

## Paris-Midi (M. de Waleffe):

Sur la gravité de la crise qui bouleverse l'Espagne, n'acceptons pas aveuglément les bruits que lance la presse germanophile, intéressée là comme partout, comme en Chine, en Grèce ou au Mexique, à fomentier des troubles. Car il est curieux d'observer que l'Empire allemand, ce parangon des disciplines et de hiérarchie, soit devenu le plus grand fauteur de révolutions dans l'univers entier, comme s'il ne pouvait tirer sa puissance que de la ruine des autres Etats.

En Espagne, l'intérêt des Allemands à arrêter le commerce et l'industrie est flagrant. Il ne suffira pas, heureusement, pour transformer une crise des soldes militaires et de salaires ouvriers en crise dynastique, ni en crise de régime, ni en crise séparatiste...

Tout semble présager un dénouement anodin de l'agitation actuelle. Une fois encore l'Allemagne en aura été pour ses frais!

## Le Matin (M. Romero):

M. Dato pourra-t-il ou non conjurer la tourmente? On ne pourra pas, en tout cas, lui ôter le mérite d'avoir obtenu que la paix ne soit pas troublée, et que les passions et la nervosité des masses aillent s'apaisant peu à peu.

Les trois problèmes qui se posent aujourd'hui à l'esprit de tous et causent les plus profondes préoccupations sont les suivants:

1. L'accord des gauches, accord auquel se sont jointes toutes les forces socialistes, républicaines et réformistes.
2. La grève des chemins de fer qui paraît écartée mais peut redevenir menaçante.
3. Le décret contre les sous-marins, qui a déchainé parmi les germanophiles de tels mouvements de fureur que, sans la censure rigoureuse actuellement établie, les journaux à la dévotion de Ratibor auraient certainement déversé sur M. Dato les plus graves accusations et les pires injures.

La haine des germanophiles contre le gouvernement qui a cru devoir prendre pareille mesure est encore accrue par

l'approbation croissante et unanime de la presse alliée, surtout de la presse anglaise, qui a salué l'apparition du décret. Nous commençons à voir à présent, avec toutes sortes de détails, que les sous-marins allemands s'approvisionnaient tranquillement et impunément dans les eaux espagnoles en vivres et en essence, et qu'en outre, comme cela s'est vu sur les côtes cantabriques, ils y prenaient des bateaux neutres qu'ils allaient ensuite torpiller hors des eaux juridictionnelles. Afin d'éviter les risques de rencontre de nos bateaux de guerre ou de bateaux alliés, ils détachaient en des directions opposées quatre barques de pêche qui, au moyen de signaux convenus, prévenaient les sous-marins, qui pouvaient à temps se submerger ou s'éloigner. Même découverts par les bateaux alliés, les sous-marins avaient encore la certitude de n'être point attaqués, leurs adversaires n'ayant pas une seule fois manqué au respect des eaux juridictionnelles espagnoles.

Dorénavant, les bateaux pirates devront, pour se ravitailler, se contenter de la mer libre, où ils peuvent facilement être vus et canonnés par les navires de l'Entente.

### Le Progrès :

Les socialistes minoritaires allemands, dans leur memorandum, adoptent une attitude conforme au Droit.

On ne peut pas, disent-ils, « déterminer d'après la carte de guerre le droit des Polonais à l'autonomie nationale ». Non seulement le Polonais russe, mais, exactement au même titre, le Polonais de Prusse et d'Autriche ont droit à constituer un peuple maître de ses destinées. Ainsi se trouve écarté l'argument hypocrite qui permettrait aux Austro-Allemands de confondre le droit avec leur intérêt.

Quant à l'Alsace-Lorraine, ils reconnaissent qu'« elle a été annexée, en 1871, contre sa volonté et qu'elle ne retrouvera sa tranquillité que si l'occasion lui est donnée de s'exprimer elle-même directement ». Les socialistes impériaux allemands avaient accumulé, à ce propos, les arguments de toute nature : ils ergotaient sur la notion de nationalité, et soutenaient que l'Alsace-Lorraine, n'ayant jamais été un Etat national, ne pouvait se réclamer du droit des nations

à disposer d'elles-mêmes. Comme si une volonté commune ne suffit pas à constituer un « peuple » et à fonder son droit à l'autonomie ! Ils invoquaient des raisons historiques, ethnologiques, linguistiques. Les minoritaires les écartent, car tout cela n'a rien de commun avec le droit. Pour eux, toute la question se ramène à ceci : A quel Etat l'Alsace-Lorraine « veut-elle » appartenir ? Ce n'est pas, disent-ils, la continuation de la guerre et une forme quelconque de conquête qui nous l'apprendra, mais une consultation de ce peuple par voie de référendum, un vote. Pour la première fois, un parti allemand ose aller jusque-là, jusqu'à rejoindre ceux des socialistes français qui ont déclaré qu'ils ne reculeraient pas devant cette solution.

La même logique, la même honnêteté conduit les socialistes de l'Union du travail à ne point marchander aux Serbes le droit à l'indépendance. Il ne suffira point, disent-ils, que la Serbie d'avant la guerre soit rétablie comme un Etat indépendant et autonome ; mais ils trouvent pleinement justifié le mouvement qui porte les Serbes, ceux d'Autriche et de Hongrie comme les autres, à se réunir en un Etat national, en une grande Serbie. Et ils reconnaissent ainsi la légitimité des aspirations nationales serbes, et la grande responsabilité de l'Autriche qui, pour les étouffer n'a pas hésité à déchaîner la guerre.

... Pour les minoritaires, la condition préalable de leur action, c'est l'indépendance des partis socialistes vis-à-vis des gouvernements impérialistes. Et, au cas où un gouvernement refuserait d'adopter un programme international de paix juste, ou répondrait d'une manière évasive, ou ne se déclarerait pas prêt à accepter immédiatement les négociations de paix sur la base de ce programme, il faudrait « lui refuser les crédits, et le combattre de la manière la plus énergique ».

Ceux qui ne désespèrent pas d'assister un jour à un réveil de conscience des socialistes et démocrates allemands, accueilleront avec satisfaction ce manifeste. Il est la meilleure preuve qu'en Allemagne il y a encore des pensées libres, et que le régime le plus despotique ne parvient pas à les empêcher de s'exprimer.

## ANGLETERRE

### Times, 3.VII.17 :

Il est maintenant certain que le parti extrême Sinn Fein ne veut contribuer en rien à un arrangement entre l'Irlande et l'Empire. M. de Valera, le candidat Sinn Fein à East Clare a rendu sa position parfaitement claire. On ne saurait tirer une autre conséquence du discours prononcé hier à Scarriff par M. de Valera, si ce n'est que les extrémistes n'accepteront rien d'autre qu'une indépendance complète et absolue de l'Irlande, et qu'ils ne reculeront pas devant une autre rébellion, si c'est là la seule voie pour obtenir leur but.

M. John Mac Neill, dans un discours prononcé à Lisdoonvarna, dit que les contrées ruinées par la guerre n'ont pas souffert un dixième de ce que l'Irlande a souffert en temps de paix, sous le gouvernement britannique, et que le seul remède consiste en une Irlande libre et indépendante.

*Morning Post*, 7.VII.17. — M. Bonar Law et les finances :

Même en temps normal, lorsque nos revenus et dépenses annuelles se balançaient par quelque chose comme 200 millions de livres, les charges de chancelier de l'échiquier étaient suffisamment ardues pour appeler toute son attention. Aujourd'hui, lorsque nos dépenses sont d'à peu près 2,400 millions par an, lorsque notre crédit national est l'un des plus grands facteurs dans la guerre, nous avons l'air de croire qu'il suffit de remettre le contrôle de nos finances à un ministre déjà surchargé par la peine qu'il a de présider la Chambre des communes. Une telle anomalie ne

doit pas continuer. Soit comme leader de la Chambre, soit comme chancelier de l'échiquier, M. Bonar Law peut, nous le reconnaissons volontiers, rendre à la nation de signalés services ; mais chercher à retenir les deux offices en une seule main est une folie qui doit inévitablement réagir au détriment sérieux de nos finances.

### *Sunday Times*, 8.VII.17 :

Le besoin impérieux en 1917 est : des avions ! comme en 1915 c'était : des obus !

### *Lloyd News*, 8.VII.17 :

Des avions ennemis sont venus hier à loisir ; ils nous ont jeté des bombes à loisir. Leur vol sur Londres était si lent qu'il avait l'air d'une parade. Ils paraissaient se moquer de l'impuissance de nos défenses.

### *Reynolds Newspaper*, 8.VII.17 :

Un homme qui s'aviserait de justifier les opérations défensives d'hier par les besoins de l'armée en France pourrait se considérer comme bien heureux si la population ne l'écorchait pas tout vif.

### *Morning Post*, 8.VII.17 :

Comme c'était un samedi, la progéniture était particulièrement nombreuse dans les rues. Les seules personnes frappées de panique, c'étaient les mères, dont les nerfs

étaient d'autant plus impressionnés par ce fait que, dans ces raids, les bombes allemandes ont l'habitude de frapper les petits. Aussi les mères couraient-elles toutes après leurs petits, mais ceux-ci, trop agiles, n'avaient aucune intention de se faire enfermer, alors qu'il y avait tant à voir au dehors.

... Voici le résultat obtenu par les Allemands eux-mêmes. L'ancienne génération jusqu'à sa mort parlera des Huns comme de tueurs d'enfants. Les jeunes, — les gosses d'hier, — considéreront toute leur vie les Huns avec cette curiosité anxieuse réservée jusqu'ici à quelque monomanie dangereuse dans le musée de Mme Tussaud, ou au gorille fantastique du Jardin zoologique.

*Morning Post*, 9.VII.17. — Les raids aériens :

Ces raids ont deux buts pour les Allemands : créer la terreur dans la population civile, et amener le commandement britannique à prélever des avions sur ceux qui sont au front pour les employer à la défense de la capitale.

En ce qui concerne le premier résultat, on peut dire qu'il est nul. Il n'y avait qu'à regarder la population de Londres durant le dernier raid. On cite ce petit incident : Un membre de certain club, ayant justement commandé une tasse de café, au moment où les explosions étaient les plus violentes, prit sa tasse à la main, ouvrit la fenêtre et s'avança calmement sur le balcon. La tenancière l'y suivit, pour encaisser et rendre la monnaie.

Mais il y a deux considérations essentielles, en présence d'attaques de ce genre : en préciser, comme il a été fait, l'objet, et, ce qui vaut mieux, les combattre, les empêcher de l'atteindre.

En ce qui concerne cette considération, il est suffisamment clair que la vraie méthode consiste à retourner l'arme allemande contre les Allemands. S'ils pensent que des attaques aériennes impressionnent la population civile, ils doivent avoir quelque raison pour cela, et cette raison doit être cherchée en Allemagne.

... Ni la population allemande, ni le haut commandement allemand ne ressemblent à leur équivalent anglais. Il n'y a non plus rien de plus sain pour la constitution germanique qu'une dose de la médecine que les Allemands ont composée pour leurs adversaires. L'ennemi actuellement se repent amèrement d'avoir fait usage de gaz empoisonnés.

*Morning Post*, 9.VII.17. — La situation militaire et politique (art. sig. G.) :

Ce serait faire acte de trahison envers notre pays que de prêcher la doctrine que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Une tâche lourde et difficile est devant nous. Il faut battre un ennemi fort, d'une brutale discipline n'ayant d'égard pour rien. Le sort de la dynastie des Hohenzollern est dans la balance, et l'empereur Guillaume ne voudra pas perdre son trône sans une lutte désespérée. Il y aura un effroyable sacrifice d'hommes, une diplomatie brutale à poing de fer, des emprunts forcés, des levées en masse, un emploi absolu des ressources nationales en hommes, argent et matériel. En fait, on essaiera tout avant que les Allemands crient : Assez ! Mais la fin sera rapide... La victoire est, à mon avis, en vue, si seulement l'Angleterre prend courage et fait les sacrifices les plus complets.

*Daily News*, 9.VII.17. — Les représailles.

Parlant de l'indignation publique, à propos des raids aériens, le journal dit qu'il y a trois façons

d'y répondre : des représailles, une augmentation des dépenses aériennes, une conduite plus vigoureuse de la guerre :

En écartant pour l'instant le résultat moral, l'historique de la politique de représailles dans cette guerre ne constate que des insuccès. Nous avons survolé Fribourg, comme représailles pour le torpillage de navires hôpitaux. Les Allemands coulent toujours ceux-ci. Le gouvernement allemand institua soi-disant la campagne sous-marine comme une représaille pour le blocus des côtes allemandes. Le blocus a été maintenu avec une vigueur grandissante.

... Il est vrai qu'en brutalisant des officiers anglais prisonniers, les Allemands ont obligé le gouvernement britannique à abandonner la distinction entre les équipages de sous-marins capturés et les autres prisonniers. Tout cela semble impliquer que dans une compétition de brutalités, — si nous sommes assez fous pour nous y engager, ce ne seront pas les Allemands qui perdront. L'expert battra l'amateur.

*Daily Chronicle*, 9.VII.17 :

Nous n'avons pas seulement à penser à notre peau. Il y a aussi les grands centres d'organisation nationale, navale, militaire, financière, politique et administrative de Londres, qui sont indispensables à la conduite de la loi, et dont chacun peut souffrir une incalculable dislocation, si ce n'est une destruction complète, à cause d'une demi-douzaine de bombes bien placées.

S'il est permis aux avions de survoler régulièrement Londres, comme ils l'ont fait samedi, tout notre effort national peut être paralysé. Et pour cette raison, la défense aérienne de Londres doit être renforcée, même au prix déplorable d'une limitation des ressources de sir Douglas Haig.

*Morning Post*, 9.VII.17. — Les pommes de terre de Hollande :

A la seconde Chambre des Etats généraux, deux interpellations ont été adressées au ministre de l'agriculture, demandant si l'exportation des pommes de terre avait été autorisée à un moment où la population n'en était pas suffisamment pourvue.

M. Posthuma, ministre de l'agriculture, réplique que 25 % des pommes de terres nouvelles sont exportées à l'est et 25 % à l'ouest, la raison s'en trouvant dans le besoin d'importer du charbon. Depuis le mois de mars, le charbon est uniquement venu d'Allemagne, et on ne put l'obtenir que sur la base d'un bon vouloir mutuel dans les échanges économiques. Au commencement de juin, on reçut l'avis qu'en juin et juillet, l'Allemagne ne serait pas en état de fournir la quantité minimum exigée de 350,000 tonnes de charbon.

Si pourtant l'exportation des pommes de terre était consentie, nous recevrons 350,000 tonnes en juin et on pourrait attendre la même quantité pour juillet. Le résultat est qu'entre le 20 juin et le 3 juillet, on a exporté 3,500,000 kilos de pommes de terre.

M. Posthuma reconnaît que ce fut une erreur de charger les vieilles pommes de terre en présence du public... Les prévisions pour les pommes de terre hâtives et celles d'hiver sont meilleures que jamais.

*Morning Post*, 9.VII.17. — La zone dangereuse de la mer du Nord :

Une communication officielle publiée ici dit : « A des représentations faites par le ministre hollandais à Londres, en connexion avec l'extension de la zone dangereuse britannique dans la mer du Nord, le secrétaire d'Etat britannique a répondu le 6 juillet que la mesure en question n'était en aucune façon intentionnellement dirigée contre la Hollande, mais qu'elle était exclusivement exécutée par des considé-

rations militaires, qui tendent à bloquer l'entrée des eaux britanniques aux forces ennemies. Il exprime l'opinion qu'en Hollande il existe une conception exagérée concernant les conséquences de cette mesure pour la navigation hollandaise, qui a encore d'autres voies que celle formant la route considérée comme sûre jusqu'ici. Il ajoute que la pose de mines ne commencerait pas avant quelques jours.

« Le gouvernement hollandais répondit que, par suite de la guerre sous-marine sans restrictions, l'apport des vivres nécessaires à la population hollandaise par la route du canal était impossible, et que la route par les eaux territoriales hollandaises, allemandes et danoises était également impraticable, la navigation des neutres étant défendue le long des côtes allemandes. De plus, la route par les eaux territoriales hollandaises le long des îles du nord ne pouvait être utilisée, parce que les eaux navigables se trouvent, en certains points, en dehors des eaux territoriales, et empiètent ainsi sur le champ des mines britannique. Le gouvernement exprime sa confiance que le gouvernement britannique, après avoir pris connaissance de ces faits, voudra renoncer aux mesures projetées. »

*Morning Post*, 10.VII.17. — Les exportations de Hollande :

M. John C. van der Veer, éditeur londonien du *Telegraaf* d'Amsterdam, écrit une longue lettre dans laquelle il tend à prouver que la Hollande favorise trop l'alimentation de l'Allemagne :

L'action parfaitement justifiable du gouvernement américain, en vue de prévenir que les produits américains soient directement ou indirectement convertis en aliments pour l'Allemagne, rendent l'avenir de notre peuple toujours plus sombre. Les progromains de notre pays ont parfois insinué que la Grande-Bretagne est responsable des souffrances de notre peuple. Ils blâmeront maintenant peut-être les Etats-Unis... Les sacrifices que les Alliés ont à supporter pour libérer le monde de la domination de l'empereur allemand sont hors de toute proportion avec ce que les ventres ont endurer... Un fleuve d'argent allemand est une pauvre consolation pour un peuple comme les Hollandais, privés grandement de leurs propres vivres. Nous avons déjà soutenu que la Hollande devait produire plus de blé pour sa propre consommation, afin de se rendre moins dépendante des importations de blé. Chaque pays belligérant augmente sa surface cultivée durant la guerre. Mais je note dans les « Jaarcyfers » (statistique annuelle officielle), que l'augmentation des pâturages en Hollande, de 1913 à 1915 atteignit 6000 acres environ. Ceci sert à élever plus de bétail pour l'exportation de la viande en Allemagne. Notre journal a établi récemment que la Hollande a besoin d'exporter quelques 3 ou 4 cent mille têtes de bétail, qui mangent la nourriture du peuple. En d'autres mots, le bétail hollandais mange la nourriture de notre peuple, qui ne consomme pas de viande.

L'Angleterre ne demande pas de vivres de la Hollande, à condition qu'elle suive sa politique envers l'Allemagne. La Hollande lui demande des importations aussi bien qu'à l'Allemagne. Pour cela, aussi longtemps que de grandes quantités de vivres hollandais sont envoyés en Allemagne, la Grande-Bretagne a un droit, et vis-à-vis de son propre peuple et de ses alliés, même un devoir, de réclamer à la Hollande la quantité égale de ce qu'elle donne à l'Allemagne... L'Allemagne a reçu, durant le premier quart de cette année, 20,028 tonnes métriques de viande, de poisson et de produits divers de la Hollande, et la Grande-Bretagne 13,660 tonnes. Nous sommes toujours en voie de nourrir le protecteur de la liberté mondiale plus que son agresseur. Mais l'Allemagne offre les plus hauts prix, et c'est tout ce qu'il importe à quelques hommes. Leur droit légal de vendre leurs produits au plus offrant ne peut être discuté. Mais tout aussi indiscutable est le droit des Alliés et des Etats-Unis de prévenir l'approvisionnement de leurs ennemis par les neutres.

*Manchester Guardian*, 10.VII.17. — La Russie et les Balkans :

Tout démocrate trouvera la déclaration du gouvernement russe concernant les Balkans et la Grèce, « rafraîchissante et stimulante ». Elle établit publiquement et franchement que le gouvernement diffère de la politique des Alliés, et indique les principes généraux de sa propre politique. Elle annonce la réunion d'une conférence des Alliés pour amener de l'harmonie dans les vues de tous concernant les Balkans et la Grèce. C'est là un heureux contraste avec les pratiques de la diplomatie traditionnelle, qui déteste admettre l'existence de points de vue divergents, considère comme une intrusion l'intérêt pris par le public dans les affaires étrangères, et craint l'énoncé de principes généraux comme on dit que le diable craint l'eau bénite.

Le gouvernement russe n'a comme chacun qu'une faible amitié pour Constantin, mais il reproche aux autres puissances intervenant dans les affaires de la Grèce, de renverser un roi pour en imposer un autre. A son point de vue, c'est au peuple grec seul de décider de la forme de gouvernement pour la Grèce. Ceci est une considération qui rencontrera beaucoup de sympathie, et la défense de cette opinion par la Russie, — surtout si celle-ci prouve son zèle pour la cause commune, — fera beaucoup pour éclairer les conseils des Alliés. Mais la Grèce est seulement une partie du problème général des Balkans qui réclame notre considération, tout juste comme les Balkans constituent seulement une partie du problème mondial de la paix future. Il y a des arguments pour et contre l'idée de séparer les Balkans des autres problèmes et de discuter des Balkans dans une conférence séparée. C'est peut-être la question dans laquelle la Russie est le plus intéressée. C'est certainement celle où le nœud des intérêts et des principes du conflit est le plus compliqué.

*Times*, 11.VII.17. — La valeur des recrues et les trucs des réfractaires.

A la Commission parlementaire chargée de contrôler le service médical de l'armée, le chirurgien-général Bedford, directeur des services médicaux du commandement dans le Nord, a produit deux rapports où il critique vivement la déplorable tendance à incorporer des hommes incapables de fournir un service militaire sérieux :

J'ai inspecté certains bataillons de labeur, et j'ai été frappé de voir les spécimens de l'humanité qui ont été acceptés comme offrant une valeur pententielle pour l'armée — des hommes presque totalement aveugles, déformés, du physique le plus pauvre, des hommes d'une intelligence douteuse, des hommes presque incapables de se tenir debout, des cas de rhumatisme grave et bien déterminé, des cas de paralysies rendant la démarche presque grotesque, beaucoup de cas d'aliénation mentale qui se laissaient juger d'un coup d'œil. Ce scandale doit être supprimé du coup. Je tiendrai les officiers comme personnellement responsables qui laisseront passer une recrue manifestement incapable d'un travail utile à l'armée, et dont la présence n'est qu'un ennui.

D'autre part, le truquage pour échapper à la conscription s'étend de plus en plus. La loi fait le crime; une nouvelle législation signifie de nouvelles opportunités pour ces hommes et ces femmes qui doivent toujours être « contre la loi ». Il en fut ainsi de la circonscription. L'acceptation de la loi sur le service militaire fut le signal d'une extraordinaire éclosion de nouveaux délits. Nous avons déjà entendu parler des délits des insou-



mis dans les pays où existe la conscription, d'évasions, de substitutions de personnes, d'auto-mutilation. Mais la plupart de nous n'avaient jamais songé à la possibilité d'une loi de conscription dans ce pays, et aux presque inévitables conséquences de cette loi.

... Heureusement, le patriotisme prévint une extension générale du subterfuge et des délits, mais le charlatan trouva un nouveau champ d'opérations... Les autorités possèdent aujourd'hui de remarquables données sur les conspirations contre l'accomplissement du service militaire.

*Times*, 11.VII.17. — La situation des réfractaires par conscience (Résumé):

A la Chambre des communes, on a examiné le cas des réfractaires par motifs de conscience et les plaintes faites par eux. Ces hommes sont en bonne santé. Ils auraient normalement dû partir pour le front. On leur a proposé de travailler à l'arrière ou dans les usines de guerre. Ils ont refusé, trouvant ainsi un moyen facile de se soustraire à la loi de conscription. On a dû les emprisonner, et il ne peut être question de les libérer maintenant.

Le capitaine S. Gwynn ayant demandé s'il était vrai que quelques-uns de ces hommes étaient employés à des travaux de somme, sir G. Cave a répondu qu'en un seul cas, sur une pièce de terre où le sol arable couvrait immédiatement le rocher, et où il était impossible d'employer les chevaux pour le labour, des hommes ont été utilisés pour tirer et diriger une charrue d'une modèle particulièrement très léger.

*Times*, 11.VII.17. — La construction des aéroplanes.

Dans la séance secrète du parlement, M. Lloyd George a donné quelques détails sur la construction des aéroplanes:

Les Allemands sont tout aussi convaincus que nous de l'importance de la suprématie de l'air. Ils ont fait des efforts prodigieux durant les derniers douze mois. Dans les derniers six mois, nous avons énormément augmenté nos moyens de produire des machines. Nous avons agrandi des usines existantes et nous en avons construit de nouvelles; nous avons ajouté 23,000 hommes à ceux employés dans ces usines; nous avons activé la production par de nouvelles méthodes d'organisation et créé de nouveaux types de machines.

... Notre production avance maintenant par sauts et par bonds. Nous aurions, en réalité été en bien meilleure position en ce moment, sans la grève d'avril dernier, qui nous a fait perdre de 150 à 200 machines.

Le gouvernement espère maintenant être bien à même non seulement de satisfaire ce qui doit toujours être son premier but, savoir les demandes de l'armée en France, mais encore de fournir assez d'aéroplanes pour rendre impossible aux Allemands un raid sur l'Angleterre sans s'exposer à des pertes qui lui feront comprendre que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Il est très facile d'aller chez de pauvres gens qui ont souffert, et de leur suggérer qu'un raid comme celui-ci est dû à la négligence et l'inattention du gouvernement, mais le ministre pense que si l'on disait

à ces gens quelle est la situation, ils seraient capables de répondre à ce qu'on attend d'eux. Si on leur dit qu'il est nécessaire de courir quelques risques, pendant un temps très court, pour le bien des courageux soldats en France, ils l'accepteront courageusement. Ce sera seulement pendant un temps très court, et le gouvernement est convaincu qu'alors non seulement on pourra assurer la suprématie en France, mais encore équiper lord French de telle façon que si les Allemands venaient encore, ils apprendront vite à ne pas renouveler leur tentative.

*Morning Post*, 11.VII.17. — Les Irlandais et la guerre:

Nous posons cette question au gouvernement: veut-il prévenir l'insurrection et gagner les hommes requis pour l'armée en imposant le service universel en Irlande? Ou veut-il attendre une autre rébellion, qui couve ouvertement pour être forcé de reconquérir l'Irlande, et manquer, à la fin, d'obtenir des hommes pour l'armée? Qu'il n'y ait pas de malentendu à ce sujet. Il y aura des difficultés dans tous les cas, et la seule question est de savoir s'ils éclateront au cours de l'expédition d'un devoir de l'état, ou s'ils arriveront comme une catastrophe où des vies anglaises précieuses seront encore sacrifiées. En accordant une amnistie à quelques uns parmi les plus notoires des rebelles Sinn Feiners, le gouvernement a hâté cette catastrophe.

... Il y a un autre aspect de la question, auquel le gouvernement devra réfléchir. C'est que les hommes qu'il faut envoyer d'ici demanderont pourquoi les Irlandais sont laissés chez eux? Il semble impossible qu'une pareille question puisse être posée, mais elle est parfaitement légitime, et le gouvernement ne peut y répondre.

... Si des ministres ne peuvent pas débrouiller la situation, — et elle n'est réellement pas si mauvaise qu'ils ne le craignent, — ils doivent se retirer et faire place à des hommes d'Etat plus compétents.

*Morning Post*, 14.VII.17. — La censure suisse.

Un correspondant du journal qui a passé quelque temps en Suisse, s'étonne de ce que les journaux anglais soient peu ou mal informés de ce qui s'y passe. Il note le fait que les grands journaux anglais ont été lentement et mal informés du scandale Hoffmann. Il joint à son argumentation des leaders de journaux allemands: *Frankfurter Zeitung*, *Rheinisch Westfälische Zeitung*, *Strassburger Post*, qui du jour au lendemain publiaient tous les détails.

Il a parlé à des correspondants anglais, qui se plaignent de la censure. Un d'eux lui a dit en être réduit à envoyer de simples extraits de journaux suisses:

La seule conclusion est que la censure suisse est entre des mains de pro-germain, si ce n'est entre des mains allemandes. Les tentacules « boches » sont nombreuses et vont loin, et il est clair que l'une d'elles embrasse la censure suisse... Revenu récemment de Suisse, je puis vous assurer que le public anglais est dans une presque complète ignorance de ce qui s'y passe actuellement, alors que le lecteur allemand a sa dose habituelle de renseignements, assaisonnée, cela va de soi, de tous les condiments anti-ententistes, sous forme de fausses déductions, etc., telle que peut les inventer l'ingénuité du Hun payé par l'Etat.

## ALLEMAGNE

*Hamburger Fremdenblatt*, 9.VII.17. — Lloyd Georges se défend:

En réalité le discours de Glasgow était aussi un discours

de justification personnelle, il n'avait plus le ton de fanfare du discours du knock-out. Par là ne s'exprimait plus un homme sûr de la victoire, mais un homme qui lutte désespérément contre l'évidence qu'une victoire est impossible.

Lloyd George reconnaît lui-même qu'aujourd'hui la faveur populaire ne peut plus se regagner par des discours, encore bien moins par des discours du genre de celui de Glasgow, qui fait dépendre la victoire, voir même la possibilité d'éviter le torpillage d'un navire, de tant de « si » et de « mais ».

*Vossische Zeitung*, 9.VII.17. — Crise de chancelier :

La crise actuelle est une crise du chancelier. La nouvelle politique qu'on devra suivre dorénavant ne doit plus être chargée d'aucune hypothèque du passé. Un ministère tout battant neuf qui aurait l'ancien président à sa tête en éprouverait non seulement une charge mais demeurerait en réalité ce qu'était l'ancien. Si l'on peut très bien admettre un président des ministres capable ayant à ses côtés des nullités comme ministres, on peut d'autant moins se représenter un ministère actif dirigeant son président.

*Frankfurter Zeitung*, 9.VII.17. — Les débats dans la grande commission du Reichstag :

Maintenant qu'un point lumineux s'est enfin montré dans le Reichstag il est à espérer que les yeux s'ouvriront dans les cercles les plus étendus du peuple allemand. C'est une victoire et un progrès qui nous rapprocheront sensiblement du but, non seulement de la paix, mais aussi de la maturité politique et de la grandeur de l'Allemagne. Avant que l'Europe puisse redevenir elle-même il faut que la peste du chauvinisme avide de pouvoir soit détruite, car avouons le donc tout à fait loyalement, ce chauvinisme avait pris peu à peu chez nous, comme dans n'importe quel autre pays, des formes malignes compromettant dans la même mesure la politique intérieure et extérieure.

*Berliner Tagblatt*, 9.VII.17. — La déclaration commune des Partis :

On parle d'un ministère de coalition que devrait former M. Bethmann-Hollweg ou son successeur et l'on entend par cela un ministère avec des places réservées aux chefs de partis du Reichstag. Mais un cabinet de parlementaires qui ne dépendrait pas de la volonté, de la confiance du Reichstag et qui, le travail accompli, pourrait être écarté par une volonté autre que celle du parlement, serait une création sans aucune solidité, qui ne répondrait pas à l'attente du pays et encore moins à celle de l'étranger où l'on est habitué à du parlementarisme réel; on n'obtiendrait rien de cette façon-là.

*Der Bayerische Kurier*, 10.VII.17. — Erzberger et le centre :

Dans une paix de raison nous ne saurions voir une paix de renoncement. Ceux qui dans les propositions d'Erzberger veulent voir une diminution des exigences de paix dans le sens de ce que veulent Scheidemann et consorts, dépassent passablement la réalité. Si nous en étions vraiment au point de devoir envisager une paix Scheidemann (ce qui serait une perspective désespérée pour l'avenir de notre nation, de notre développement économique et politique) ne devraient pas être à l'abri de tout reproche ceux qui pour des considérations de partis ou autres, malgré tous les avertissements et mises en garde, soutiendraient aveuglement un gouvernement dont la négligence et l'indécision nous conduiraient, sur le terrain politique, de déception en déception, étant les principaux responsables de la situation défavorable actuelle.

*Münchener Neueste Nachrichten*, 10.VII.17. — Les inquiétudes du gouvernement russe :

L'issue de l'offensive de Brussiloff et particulièrement sa répercussion sur le front et dans le pays décideront du sort du gouvernement russe actuel. Celui-ci s'en rend très bien

compte et cherche une sûre issue en cas de non réussite. Ce n'est qu'avec une profonde anxiété que le cabinet russe actuel peut penser au jour du règlement de comptes qui arrivera infailliblement sitôt que les trompeuses espérances de victoire feront place aux inévitables désillusions.

*Hamburger Fremdenblatt*, 10.VII.17. — Russie et Amérique.

Il ne faut pas voir seulement dans le rapprochement actuel de ces deux puissances les nécessités immédiates de la guerre, bien que les ingénieurs américains, en augmentant la capacité de rendement du transsibérien permettront l'acheminement de grandes quantités d'approvisionnements et donneront la possibilité de tirer de l'Asie russe les hommes nécessaires à l'armée. Il faut aussi considérer la répercussion que cette nouvelle entente pourrait avoir en Extrême-Orient.

Si les choses devaient continuer à se développer dans ce sens, on verrait se renouveler sur les côtes de l'Océan Pacifique un jeu que la vieille Europe a déjà vécu. Une Duplice créée dans le but de faire échec à l'épanouissement d'un troisième. Le Japon devrait faire à ses dépens l'expérience des difficultés d'une situation politique contre laquelle notre Empire allemand a dû lutter pendant plusieurs décades, jusqu'au jour où ce même Japon a aidé à la faire aboutir à la guerre actuelle.

*Berliner Tageblatt*, 10.VII.17. — Avant la décision de l'empereur :

La majorité des libéraux-nationaux ne désire pas un ministère de coalition dans lequel tous les partis seraient représentés, mais un ministère majoritaire et elle agit en cela dans le sens d'un réel parlementarisme et dans l'intérêt d'une politique pratique. Comment avec les grands contrastes des opinions un ministère formé de tous les partis pourrait-il mener d'une façon utile et féconde les affaires du gouvernement? Ce n'est qu'un ministère majoritaire qui sera capable d'entreprendre cette tâche difficile.

*Deutsche Tageszeitung*, 10.VII.17. — La pression de l'Entente sur les neutres :

Il y a longtemps qu'on ne peut plus discuter d'une question de droit parce que tout ce qui dans ce domaine ressemblait au droit a disparu, par le fait de nos ennemis. Il s'agit de savoir si nos ennemis réussiront à forcer les neutres européens à se mettre directement ou indirectement à leur service; les centraux doivent travailler contre ces tendances. On n'y a jusqu'ici pas montré beaucoup de savoir faire. Plus le peuple allemand sera considéré chez les neutres, plus ceux-ci seront disposés à rester au moins réellement neutres.

Cette considération ne doit pas provenir uniquement de l'admiration éprouvée par les succès des armées allemandes, mais le peuple allemand doit montrer qu'il possède une indomptable volonté de vaincre.

*Vorwärts*, 10.VII.17. — La vérité et la paix.

Le journal déclare que la délégation socialiste qui a été reçue par le chancelier ne lui a pas posé un ultimatum, appréciation tendancieuse provenant des journaux conservateurs. Puis à propos du discours du député Erzberger :

Cela n'a pas été l'appréciation d'un seul, mais bien un

signe d'une modification générale des conceptions. Dans ces paroles on entendait s'écrouler quelque chose de grinçant et de criissant. Ce qui s'est écroulé est l'édifice des illusions qui n'aurait jamais dû être construit...

La vérité est que nous ne pouvons détruire nos ennemis, et qu'ils ne peuvent nous détruire. La vérité est que nous souffrons terriblement dans cette guerre, et nos ennemis aussi. La vérité est que le peuple allemand est passionnément anxieux de voir la fin de cette boucherie insensée, et il en est ainsi pour tous les peuples civilisés.

*Frankfurter Zeitung*, 11.VII.17. — Le chancelier actuel :

Sera-t-il également à l'avenir le meilleur des chanceliers possibles? Dans ce moment sérieux nous ne pouvons nous défendre de l'opinion que, pour nous, M. de Bethmann-Hollweg semble ne pas posséder suffisamment cette qualité aujourd'hui plus nécessaire que toute autre: être un chef.

*Bayerische Staatszeitung*, 11.VII.17. — L'appel à la démocratisation :

Un connaisseur impartial de l'histoire de notre vie constitutionnelle et des positions respectives des partis devra avouer que l'acclimatation du système parlementaire en Allemagne est une impossibilité, que ce serait une mesure qui ferait courir les plus grands dangers à l'existence de l'Empire allemand.

Pour en fournir la preuve, il suffit de se remémorer la déclaration faite le 5 avril 1884 par le prince de Bismarck en séance plénière du Reichstag.

*Vossische Zeitung*, 11.VII.17. — Le centre exige la retraite de Bethmann :

Dans la lutte des partis pour le maintien ou le départ du chancelier, la personne du successeur éventuel joue, pour autant qu'il nous est possible de le savoir, un grand rôle. Il n'existe malheureusement point d'homme que le désir unanime du peuple aimerait voir au poste de chancelier. Nous n'avons pas un Hindenburg politique; il sera donc nécessaire de trouver l'homme le plus capable de prendre, dans les circonstances actuelles, la direction de la guerre politique en mains.

*Die Germania*, 11.VII.17. — Crise de chancelier :

Dans toute l'action, la personne du chancelier ne joue qu'un rôle secondaire. Le fait que ce soit Bethmann-Hollweg ou un autre qui soit à la tête du gouvernement après la réalisation des réformes politiques intérieures, a peu d'importance. Le principal est que le chancelier — l'actuel ou un autre — prenne nettement et résolument en considération les intentions du Reichstag et qu'il sache maintenir l'unité et l'inlassable volonté de vaincre de la majorité du peuple allemand.

*Frankfurter Zeitung*, 12.VII.17. — Editorial. — Le droit de vote unique en Prusse.

Le décret sera bien accueilli par la grande majorité du peuple allemand, seuls les extrêmes feront des réserves qui ne pourront mettre l'exécution de la nouvelle réforme en danger.

Le décret royal est un acte d'une signification décisive pour la Prusse et pour l'Allemagne. Il est décisif pour toute l'organisation future. Il crée la base pour son édification et son aménagement; il conduit vers l'unité qui a si longtemps

manqué entre la politique de l'empire et celle de la Prusse, il écarte de grands obstacles et il ouvre la voie à un progrès qui repose sur l'ensemble du peuple.

*Kölnische Zeitung*, 12.VII.17. — Le droit de vote unique en Prusse. — Le décret de l'empereur.

Si cette détermination avait déjà été prise au printemps elle aurait paru plus spontanée.

Les bons conseils donnés entre temps au peuple prusso-allemand par MM. Wilson et Lloyd George sur la manière dont il devait arranger sa future organisation intérieure, n'ont certainement eu aucune influence sur la détermination de la couronne; mais on ne pourra pas effacer l'impression qu'il a fallu une campagne, qui n'appartient pas aux plus glorieuses de notre histoire, pour extraire du rescrit pascal ce nouveau principe et lui faire prendre corps.

*Vossische Zeitung*, 12.VII.17. — Un atout sur la table :

Si M. de Bethmann a cru que le décret royal déchaînerait dans le pays une joie inextinguible, un coup d'œil jeté dans les journaux de ce matin doit l'avoir guéri de cette illusion. Car même ceux qui désirent le voir rester à son poste ne se cachent pas pour dire que la réforme du droit de vote en Prusse n'est à elle seule pas suffisante pour lui valoir la confiance des partis. Pour ce motif, le décret royal ne signifie aucunement la fin de la crise.

En conseillant cette réforme à l'empereur, le chancelier lui a enlevé son meilleur atout, car ce décret qui ne suffit pas à le consolider, aurait valu la confiance du parlement à son successeur.

*Tägliche Rundschau*, 12.VII.17. — Le droit de vote unique en Prusse :

Ce que nous regrettons le plus, c'est que le décret sera le prélude de nouvelles luttes, car on ne peut pas admettre que la Chambre des députés acceptera le droit de vote du Reichsrat pour la Prusse. Alors qu'advient-il? Le droit de vote unique sera-t-il introduit de force, ou comme le demande la presse libérale la Prusse devra-t-elle se soumettre au Reichsrat? Les luttes internes n'ont pas pris fin, mais elles ont trouvé un nouvel aliment au préjudice d'une rapide et victorieuse fin de la guerre.

*Kölnische Zeitung* du 13.VII.17 déclare sous le titre « Hâte-toi lentement » qu'elle s'est abstenue de prendre part au débats violents résultant de la crise actuelle dans un but patriotique et pour ne pas compliquer la situation de M. de Bethmann-Hollweg, bien que tous les actes de celui-ci n'aient pas été approuvés sans réserve par elle.

*Berliner Tageblatt*, 13.VII.17. — La lutte contre le chancelier.

La crise est devenue subitement aiguë et le journal pèse tous les arguments pour le maintien ou le départ du chancelier. Il dit que l'intervention du Kronprinz pourrait être envisagée à l'étranger comme un renforcement de l'influence guerrière et que si M. de Bethmann devait succomber maintenant, son départ pourrait être plus

nuisible qu'utile à la conclusion d'une paix prochaine. Il envisage néanmoins la chute du chancelier comme possible et conclut :

La personne et les actions du successeur de M. de Bethmann-Hollweg devraient immédiatement offrir de telles garanties, qu'il puisse sans hésitations et sans demi-mesures réaliser ce que le chancelier sortant n'a pas pu donner au peuple allemand. Ce successeur ne saurait être l'homme de confiance, le favori, l'instrument des éléments qui veulent toujours encore asservir le monde et qui s'opposent fortement, sans compréhension, à une transformation radicale dans l'empire. Il ne devrait subsister aucun doute que l'homme qualifié serait celui qui préparerait la paix de raison et qui accorderait aux représentants du peuple, le droit complet de prendre part à la direction des affaires, d'en partager la responsabilité et le contrôle.

*Tägliche Rundschau*, 13.VII.17. — La position du chancelier :

Lorsque aujourd'hui le « Berliner Tageblatt » qui reconnaît lui-même que la crise est à l'état aigu, se fait l'avocat de M. de Bethmann et cherche à prouver qu'il est qualifié pour provoquer la paix, il oublie qu'à l'étranger qui lui tient tant à cœur, on ne manifeste aucune velléité de s'entendre avec M. de Bethmann, que Wilson ne traitera dans aucun cas avec M. de Bethmann et que le chancelier actuel est entre autres obéré par sa déclaration de guerre, son discours sur la Belgique et ses mots malheureux concernant le chiffon de papier.

*Berliner Morgenpost*, 13.VII.17. — La crise :

C'est à regret que nous le (Bethmann) verrions tomber, mais comparé au sort de notre nation son sort à lui ne pèse qu'un atome. S'il le faut nous irons sous un autre guide vers le but que doivent atteindre notre patrie et la volonté de notre peuple.

*Berliner Tageblatt*, 14.VII.17. — La retraite du chancelier :

S'il tombe maintenant ce n'est pas à cause des lourdes fautes qu'il a commises, mais pour ce qu'il a voulu de bon et qu'il n'a malheureusement pas réalisé avec suffisamment de conséquence.

*Tägliche Rundschau*, 14.VII.17. — L'assaut à la constitution de l'Empire :

*Avanti*, 8.VII.17. — L'affaire Grimm :

La commission d'enquête sur l'affaire Grimm publie ses conclusions blâmant Grimm de ne pas avoir avisé ses compagnons de la commission internationale de l'envoi de sa dépêche à Hoffmann.

L'enquête n'a rien trouvé d'autre à lui reprocher. Cela signifie que les accusations — qui avaient fait les délices de la presse italienne — ont trouvé dans cette enquête, la sépulture qu'elles méritaient. Il n'y a pas de danger que les agences officieuses donnent le texte des conclusions excluant toute mauvaise intention de la part de Grimm. Mais le texte c'est nous qui le publieront.

*L'Idée nationale*, 8.VII.17. — L'hostilité contre notre action en Albanie et en Macédoine :

Dans certains cercles franco-helléniques bien connus, que la France et la Grèce devraient être les premières à condamner, on s'est efforcé de suspecter et dénigrer la poli-

N'y a-t-il vraiment pas de possibilité de mettre fin à la folie qui depuis huit jours assombrit le ciel allemand? Les trois quarts de l'univers sont en armes contre nous; journellement des milliers donnent leur vie là-bas pour leur foyer et leur patrie et à la maison une oligarchie que ne retient même plus le moindre bon sens, fournit un appoint à l'ennemi, s'érige sans aucune honte comme l'exécutrice du programme qui nous est imposé par MM. Lloyd George et Ribot, Wilson et Kerenski, et par cela se figure posséder à un haut degré la science d'Etat.

*Frankfurter Zeitung*, 15.VII.17. — Le nouveau chancelier.

Politiquement le nouveau conducteur des destinées de l'Empire est une page blanche. Jusqu'ici on a appris à connaître que l'homme et non pas l'homme d'Etat :

Nous ne croyons pas qu'il sera un « homme fort » dans le sens désiré par ceux qui en réclament un sans répit. Mais nous aimerions qu'il soit réellement un fort, un homme d'une énergie de fer, de grande endurance, d'un coup d'œil clair. Les mots qu'il a prononcés à la Chambre des députés sont caractéristiques lorsque comme ministre des approvisionnements il a dit à cette assemblée mal disposée en sa faveur: « Je n'accepte aucune fonction qui serait un sabre sans tranchant, et ne conserverait non plus pas une fonction si d'un côté quelconque on émoussait le sabre. Je veux maintenir la fonction et ferait tout ce qui dépendra de moi pour que sur le terrain de notre lutte économique intérieure nous remportions la victoire. »

*Münchner Neueste Nachrichten*, 15.VII.17. — Le départ de M. Bethmann :

On aurait certainement souhaité partout en Allemagne que nous n'eussions pas été obligés de suivre l'exemple de nos adversaires. C'est le mécontentement provoqué par les insuccès de la guerre qui chez eux a balayé les provocateurs de la guerre; en Allemagne, à la fin de la troisième année de guerre la situation militaire est tellement forte et sûre qu'il n'y a vraiment aucun motif d'accuser l'homme d'état dirigeant. C'est avec un sentiment de fierté que nous aurions constaté que le même homme qui le premier jour de la guerre a été appelé à déclarer la pureté de notre conscience, aurait été le porte-parole du droit victorieux au jour des pourparlers de paix pour jeter à la face des ennemis leur culpabilité dans ce drame mondial.

## ITALIE

tique italienne à Athènes bien qu'elle fût au contraire sage, libérale et providentielle pour l'Entente; on a tenté à Salonique d'exciter les esprits contre nous et même d'organiser une assemblée publique — tolérée par l'autorité française — contre l'Italie, mais qui, heureusement, ne put avoir lieu, grâce à l'attitude de notre commandement.

... On dirait qu'il existe une ligue anti-italienne parmi certains journaux, certaines agences et certains bureaux de propagande grecs et français, à Salonique et à Athènes.

Ces inconvénients sont à tous égards déplorables; ils exaspèrent nos braves soldats qui souffrent et combattent là-bas; ils font du tort auprès de nos alliés et peuvent porter un préjudice moral à nos demandes au congrès de la paix.

C'est une grave injustice faite aux Italiens et elle doit prendre fin. Il suffirait que le général Sarrail le veuille, pour qu'elle cessât, comme par enchantement.

*L'Idée nationale*, 9.VII.17. — Les pourparlers italo-grecs :

L'occupation de Janina par les troupes italiennes fut dictée par les mêmes nécessités militaires qui rendirent opportunes pour nos alliés anglais et français, la possession provisoire des îles Egée et Ionienes, et plus récemment, de la Thessalie. Il est évident que si un changement radical s'opérait dans la situation grecque, la raison de ces occupations disparaîtrait, non seulement pour les Italiens, mais aussi pour les Français et les Anglais. L'évacuation éventuelle du territoire grec par nos troupes ne pourrait s'effectuer que dans le cas où une mesure analogue serait prise par les autres alliés.

*La Tribuna*, 11.VII.17. — Une conférence inter-alliée à Paris. — Les Russes contre la solution grecque:

Les récriminations du communiqué russe sur le système de politique adopté pour tirer la Grèce de sa situation, n'ont que la valeur de toutes les récriminations posthumes de ce genre. La thèse de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures d'une nation — et en particulier dans celles de la Grèce — a toujours été — comme on le sait — la règle de conduite de l'Italie. Et notre bonne foi est maintenant plus fortement établie par l'attitude correcte de notre politique en présence du fait accompli, par nos relations avec le nouveau gouvernement grec et par l'espoir de sa consolidation.

*Corriere della Sera*, 11.VII.17. — La prochaine conférence générale des Alliés:

Au risque de choquer les oreilles diplomatiques les plus solides, les russes mettent en pratique leur système de diplomatie à découvert, dont ils se sont déclarés partisans et publient les instructions données à leurs délégués à l'imminente conférence des Alliés à Paris.

... Le gouvernement russe fait dès maintenant entrevoir de quel esprit il est animé, en ce qui concerne les récents événements balkaniques et particulièrement ceux de Grèce. On connaît déjà suffisamment les principes qui animent la démocratie russe relativement au droit des peuples de décider de leur sort et, par conséquent le passage qui s'y rapporte dans leur communiqué peut être considéré comme un pléonasme, un pléonasme dont l'opportunité est d'autant plus discutable, qu'il se résume en des récriminations posthumes et platoniques. C'est la réalité, désormais, qui est l'essentiel. Il est évident que les événements récents en Grèce et leurs conséquences sur l'orientation dans le secteur balkanique, formeront l'élément principal de la prochaine conférence.

*L'Idée nationale*, 11.VII.17. — Une conférence des Alliés à Paris pour examiner les questions balkaniques:

Le communiqué du gouvernement provisoire russe montre, dès à présent, quel esprit les délégués russes apporteront aux discussions à Paris et quel point de vue ils s'approprient à soutenir. Ils prendront envers les Alliés une attitude de critiques et de juges et se déclareront nettement opposés à la politique de ces derniers en Grèce. Ils ne pourront du moins, comprendre dans leurs critiques ou jugements, l'Italie, qui s'est constamment écartée, à Salonique, à Athènes, comme dans les assemblées européennes des questions relatives à la Grèce et de la politique de Paris et de Londres. Au contraire, la révision de cette politique fera ressortir, une fois encore, comme lors de la conférence de Rome, le bon sens du point de vue italien et l'intérêt, la loyauté, la condescendance de l'Italie envers la Grèce, tendant à éviter les dangereuses conséquences d'une action contraire aux intérêts collectifs de l'Entente.

*Avanti*, 12.VII.17. — La démocratie russe et la paix selon Maxime Gorki:

Dans son journal « Novaja Scisn » Maxime Gorki examine le problème de la paix et celui de la démocratie russe, et conclut:

« Les gouvernements alliés ont laissé entrevoir, dans leurs déclarations, qu'ils ne veulent pas renoncer, sans autre, aux annexions et aux indemnités. La démocratie russe a le devoir d'élaborer immédiatement les bases des nouveaux traités, qui doivent absolument être reconnus par les alliés. La démocratie russe se trouve en présence d'un dilemme: ou renoncer à son programme révolutionnaire et se plier aux vues impérialistes des Alliés, ou rompre décidément avec eux, abandonnant la Russie à elle-même pour la réalisation des idées révolutionnaires auxquelles elle aspire.

... Tout cela ne signifie pas la paix séparée avec l'Allemagne, mais favorise au contraire une paix générale sans contributions ni annexions. Si la Russie donne le bon exemple et rompt avec toute idée impérialiste des Alliés, cet acte ne manquera pas de produire son effet et d'exercer une influence décisive sur les démocraties des autres Etats ».

*Corriere della Sera*, 12.VII.17. — La crise allemande est en voie de solution. — Le Kronprinz prend part au Conseil de la Couronne:

En présence de l'ampleur des nouvelles dispositions proposées par Bethmann-Hollweg, le kaiser a cru nécessaire de s'entendre avec le kronprinz, ce qui a retardé la solution de la crise. Il s'agit donc de réformes touchant la constitution et pour lesquelles il fallait connaître l'opinion du prince héréditaire.

Le kronprinz passait avant la guerre pour un homme d'opinions nationalistes et réactionnaires; les pangermanistes le déclaraient de leur parti, s'appuyant sur ses manifestations guerrières orales, écrites et même illustrées dans une célèbre séance au Reichstag. Mais la guerre peut lui avoir enseigné quelque chose.

*Il Secolo*, 12.VII.17. — Prétextes aux polémiques:

Les déplorable conclusions du congrès maçonnique de Paris, continuent à fournir des prétextes aux polémiques indignées des organes de l'église catholique et à ceux des partis nationalistes. L'union de ces divers éléments du journalisme italien, malgré l'opposition du nationalisme politique et de l'internationalisme religieux, se réalise dans un même sentiment commun à tous ces messieurs: la haine de la démocratie.

... Sous prétexte du scandale maçonnique, un nationaliste des plus modérés n'a pas hésité d'affirmer, par pure ostentation de phobie démocratique, qu'il n'existe pas en ce moment une guerre pour la justice et pour le droit, qu'après cette guerre d'autres suivront, que la société des nations que l'on souhaite est une sottise ridicule, que les idées de Wilson et de Lloyd George forment un amas de stupidités anti-historiques. Ce sont, sans changer une syllabe, les mêmes thèses que soutiennent les allemands dans les journaux de Mgr Gerlach et les neutralistes de Mme Balabanoff.

*La Tribuna*, 12.VII.17. — La mission de Jonnart et la prochaine conférence de Paris:

Les questions les plus discutées seront celles qui se rapportent à l'évacuation du territoire grec et à la nouvelle organisation du front balkanique.

En ce qui concerne le premier point, les Alliés, se basant sur le rapport de M. Jonnart, devront décider s'il n'est pas superflu, vu la nouvelle situation en Grèce, de maintenir sur le territoire hellénique les contingents qui avaient été disloqués pour protéger les troupes alliées en Albanie et dans le secteur de Salonique, et si le trafic des mers Egée et Ionienne ne demande pas un corps de vigilance, en permanence, dans ces îles. Dans ce cas, tous les alliés retire-

raient simultanément leurs contingents. De son côté, l'Italie évacuerait l'Épire grec jusqu'aux confins de l'Albanie établis par la Conférence de Florence; du côté oriental aussi, ces frontières devront être totalement reconstituées. Le deuxième point à discuter fera suite à certaines polémiques publiées récemment dans quelques journaux français, sur l'opportunité de raccourcir le front macédonien en le limitant au camp retranché de Salonique.

*Corriere della Sera*, 13.VII.17. — Le sophisme contre la patrie :

... A Montecitorio on tolère que le député Treves s'amuse à démontrer que les faits nouveaux qui émergent de la guerre, qu'il s'agisse de la Russie révolutionnaire ou de la crise prussienne — ne sont pas des fruits de la guerre, mais plutôt de la stérilité de la guerre; parce que la guerre doit être envisagée, non sous le rapport de la complexité des faits qui se sont réellement produits, mais de ceux qui auraient pu se produire, si l'un des deux groupes belligérants avait pu rapidement obtenir la victoire.

Nous n'avons pas voulu insister sur la pauvreté intellectuelle de cette venimeuse polémique socialiste contre la guerre et contre la patrie, que pour faire ressortir la médiocrité politique et morale, plus grave encore, de la Chambre, qui écoute tout sans savoir juger et moins encore réagir.

De semblables discours sont de véritables mauvaises actions contre la patrie. Il suffit de rappeler la thèse des plébiscites, demandés par le sophiste socialiste, pour Trente et Trieste, la supplication, peu révolutionnaire, adressée au ministre des affaires étrangères, pour obtenir un « placet » qui permette aux socialistes italiens de soutenir leur thèse, si peu italienne, à Stockholm et enfin l'ultimatum (intimation) proférée pour la deuxième fois dans la salle de Montecitorio: « qu'il ne doit plus y avoir de guerre l'hiver prochain ».

*La Stampa*, 13.VII.17. — Le discours du député Treves sur la guerre et sur la paix :

... La Russie a abjuré son propre impérialisme, elle a renoncé à Constantinople. Mais elle ne se battra ni pour la Syrie française ni pour la Mésopotamie anglaise; elle ne se battra pas pour les Balkans; elle ne permettra pas que les gouvernements alliés défendent à un peuple de maintenir le roi qu'il désire. La conflagration européenne est née d'un même intérêt impérialiste réciproquement compris et réfléchi.

... Il est temps que les gouvernements se demandent s'ils ont fait un juste et digne usage des énormes pouvoirs qui leur ont été conférés. La guerre, telle qu'elle est aujourd'hui, n'est qu'un système de guerre où les offensives sont surmontées par la défensive systématique. Les gouvernements ont renvoyé de l'automne au printemps et du printemps à l'automne l'attente des peuples. Quelle limite veut-on fixer aux morts? Les peuples ont l'impression que tous les gouvernements ne sont plus les maîtres de la guerre, mais qu'ils n'en sont plus que les admirateurs et les gérants.

... Tous sont battus, parce qu'ils n'ont pas su obtenir la victoire. Et si les objectifs de la guerre n'ont pas été atteints, et si tant de questions n'ont pu être résolues par la guerre, voyez si ce n'est pas le moment d'organiser une nouvelle vie basée sur la paix.

*Il Secolo*, 13.VII.17. — Le Kaiser accorde la réforme électorale en Prusse :

Guillaume II et ses conseillers ont évidemment voulu prévenir l'intervention de la majorité du Reichstag dans la ré-

forme de la législation prussienne, ce qui aurait constitué un précédent plutôt dangereux. On verra maintenant si la réforme annoncée pourra être appliquée, suivant les règles parlementaires, savoir, si la Diète prussienne, dominée d'une façon absolue par les conservateurs, se pliera à accepter la réforme qui lui est imposée. On aura ainsi l'occasion de vérifier l'énergie du gouvernement. Un autre point obscur est de savoir si, et comment, on réformera la Chambre prussienne des Seigneurs.

*La Stampa*, 14.VII.17. — Les troupes américaines acheminées vers la ligne du feu sur le front français :

Sur les territoires qu'ils traversent, les Américains laissent des traces de leur esprit pratique. Un général commandant de division s'étant aperçu, dès les premiers jours, des difficultés qu'il avait pour téléphoner rapidement du port où il avait débarqué avec un des centres militaires à l'intérieur de la France, organisa une escadre d'ouvriers et en vingt-quatre heures une ligne téléphonique spéciale à l'usage des Américains était établie. Entre un point de la côte et l'un des camps préparés pour accueillir les nouveaux venus les transports étaient trop lents. Un autre commandant n'hésita pas à pourvoir avec des rails arrivés d'Amérique, à la construction d'une nouvelle ligne de quelques dizaines de kilomètres, qui doit être déjà terminée.

... En attendant, Wilson lutte en ce moment pour briser l'obstructionnisme qui semble prévaloir au Congrès de Washington. Appelé, depuis cinq semaines, à voter la loi sur les produits alimentaires, concernant le ravitaillement des États-Unis et des pays alliés, malgré l'urgence du projet, il en retarde encore l'approbation. Wilson a adressé à Hoover, le dictateur des vivres, une lettre communiquée à tous les journaux, dans laquelle il représente la situation alimentaire, aux États-Unis, comme étant grave. Le président avertit le Congrès que s'il n'adopte pas rapidement une nouvelle législation, il ne pourra protéger ni les agriculteurs ni le peuple, contre les spéculateurs.

*Avanti*, 14.VII.17. — La situation politique en Allemagne :

... En attendant, le Kronprinz a fait ce que son père n'a pas fait jusqu'à présent. Tandis que le peuple demande le régime parlementaire, Guillaume II, plein de grâce de Dieu, a consulté ses ministres et ses généraux, mais n'a pas daigné consulter les présidents des deux Chambres ni les chefs de partis. Le Kronprinz, au contraire, s'est démontré plus moderne et a reçu les chefs des différents groupes parlementaires.

*Corriere della Sera* 14.VII.17. — Les droits des ennemis intérieurs :

Nous avons eu à la Chambre une flèche aussi contre le général Cadorna. A l'occasion du deuxième anniversaire de notre guerre, il avait, comme on le sait, adressé une dépêche au député Pirolini, en ces termes: « Je vous remercie. J'ai toujours cru sans hésitations en la victoire. Elle est, et elle sera la récompense du peuple italien qui, dans la longue épreuve, a cru en elle avec une foi constante, malgré toutes les prévisions de ses ennemis extérieurs et intérieurs. »

... Cadorna constate que les ennemis intérieurs existent. Et cette constatation aurait dû attirer une attention spéciale sur toutes les responsabilités que ces ennemis assument. Mais qu'arrive-t-il? La noble et loyale parole de Luigi Cadorna a été attaquée par les socialistes-giolittiens sans que le gouvernement ait eu un mouvement de protestation, une parole de réponse.

*Corriere della Sera*, 15.VII.17. — Le Grand Orient désorienté :

... Les francs-maçons français affirment qu'ils n'ont rien fait pour contrecarrer l'œuvre des délégués italiens au Congrès et moins encore pour blesser le sentiment national et restreindre les droits du peuple italien. Les Italiens ont traité eux-mêmes la question avec les Slaves et se sont entendus avec eux.

S'il en est ainsi, nous voyons dans la conduite des délégués de la Maçonnerie italienne, l'effet déplorable des dissensions en Italie sur les droits et les rapports des Italiens et des Slaves de l'autre rive, aggravé par un manque probable de préparation critique ou par l'incapacité pratique de ces délégués.

### Avanti, 15.VII.17. — Le coup de grâce :

Le coup de grâce a été donné à la maçonnerie italienne dans une entrevue au sujet du fameux Congrès de Paris, par le citoyen André Lebey, député partisan de la guerre et « serpent vert » de France. Naturellement les intentions de Lebey envers ses confrères italiens étaient... fraternelles,

mais les résultats ont été absolument fratricides. Cette entrevue est tombée, comme un coup de massue, sur la nuque de la maçonnerie italienne qui commençait à peine à se remettre des conséquences politiques de sa « gaffe » plébiscitaire de Paris.

... L'application du plébiscite aux revendications irrédentistes italiennes a été voulue par la maçonnerie serbe et fut immédiatement acceptée, approuvée par la maçonnerie italienne. Donc, même à Paris dans le conventicule maçonnique la fine fleur du patriotisme de notre population a fait, et comment, de la yougo-slavophilie.

Le... frère Lebey nous apprend encore autre chose, c'est que : « le retour du Trentin à l'Italie ne soulève aucun doute dans notre esprit à tous » ; mais il n'ajoute pas que les délégués de la maçonnerie italienne ont protesté au sujet de l'omission de Trieste et de la Venetie julienne : ne protestant pas ils ont donc laissé jeter par dessus bord même Trieste et la Venetie julienne ?

Voilà le second point, le plus gros, le plus fort !

## RUSSIE

### Wolna, No 54. — Encore une « libération » :

Le temps des « libérations » est manifestement arrivé. A peine l'Albanie est-elle « libérée » par l'aide de l'Italie, que la Grèce est « libérée » avec zèle par la France et l'Angleterre, disons en passant « avec la participation des troupes russes » ; que pensent de cela le citoyen Kerenski et ses partisans ? et maintenant surgit tout à l'improviste la « libération » de la Perse.

La politique de proie du tsarisme en Perse est suffisamment connue. D'accord avec les capitalistes anglais, le gouvernement de Nicolas II avait partagé la Perse en deux « zones d'influence » : le sud revenait aux Anglais, le nord aux Russes. La liberté, héroïquement conquise par le peuple persan, fut rapidement arrachée à celui-ci par l'expédition répressive dirigée par le colonel Ljachow (celui-ci est actuellement général ; il organisa en 1914-15 l'extermination de la population musulmane de Transcaucasie ; cette bête humaine reste probablement en fonctions car on n'entend parler ni de sa révocation ni d'une procédure entamée contre lui.) Le partage de la Perse était effectivement réalisé et une administration des bêtes de proie russes et anglaises s'installa.

Les choses en étaient là lorsque la grande révolution russe éclata. Le droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes fut solennellement proclamé. Il y avait lieu de supposer que la criminelle politique tsariste en Perse serait liquidée. Il n'en est pas ainsi. Il y a peu de jour est parvenue au Soviet une lettre du comité démocratique « Mutarakion Iranian » de laquelle il résulte que rien n'est changé en Perse et que tout récemment les ministres russes et anglais ont simultanément déclaré que nonobstant le régime nouveau de la Russie, la politique russo-anglaise resterait la même en Perse. Le comité démocratique persan prie le comité des députés ouvriers et soldats d'entramer la réalisation du traité anglo-russe de 1907, relatif à la Perse, traité qui prévoyait l'anéantissement de la liberté et de l'indépendance d'un peuple de 14 millions d'habitants.

Ainsi donc la politique de proie du tsarisme n'est pas dénoncée mais confirmée par le gouvernement provisoire. Des capitalistes italiens, anglais et français, s'étaient jusqu'ici occupés de la « libération » des petits peuples ; il était ainsi compréhensible qu'ils n'aient pas adhéré à la déclaration d'une paix sans annexions ni contributions ; mais on croyait que le gouvernement russe, grâce à la présence de ministres socialistes, n'agiraient pas ainsi. Il le fait cependant. Et tandis qu'avec une loquacité hystérique Kerenski s'occupe au front d'organiser des expéditions répressives et la guerre civile, le bourgeois Terestschenko continue, conformément à la politique tsariste à « libérer » la Perse. Voilà un spectacle émouvant et riche d'enseignements !

### Novaïa Schisnj, V.17 (organe de M. Gorki). — Au Congrès des paysans russes :

Toutes les questions, même celle des terres, reculent à l'arrière-plan et la guerre seule préoccupe les paysans réunis pour discuter sur les problèmes insolubles de la guerre et de la paix. C'est ici que courent tous les fils, les nerfs du peuple russe et toute sa douleur, sa misère. Le Congrès s'agit, s'interroge, cherche à dissoudre le dilemme de la guerre.

En vérité, il est impossible dans certains moments de mettre bas les armes... pourtant on se demande quand viendra la fin de ces terrifiantes tueries, quand, quand ?

Un soldat mécontent de l'orateur lui demande :

« Pourquoi ne dites-vous pas comment faire la paix... Vous le savez, certes, seulement vous ne voulez pas nous le dire. »

A côté de lui un soldat hâve, venant droit du front, reste la tête baissée, puis soudain parle comme dans un rêve :

« Donnez-nous de la batterie lourde et donnez-nous du pain ! »

Un troisième se plaint aux paysans comme s'il attendait d'eux un secours :

« Il y a sur le front des soldats qui ne l'ont pas quitté depuis le commencement de la guerre ; il faut les remplacer et pourtant on les laisse toujours là. »

Un officier, un des représentants du Conseil des officiers qui parle justement aux délégués paysans, s'approche des soldats et leur réplique :

« Tout sera fait selon votre volonté. Ce sont des questions de famille. Vous êtes donc les maîtres de la situation et vous serez en état d'y mettre de l'ordre. Mais il ne faut pas désorganiser l'armée. »

« Rien ne sera désorganisé, répond un autre soldat. Je suis le représentant de la division de S... ; nous n'avons pas mis bas les armes. »

L'officier tâche de prouver par des exemples ses paroles :

« Si nous avions, en réalité, conclu la paix avec les Allemands. L'Allemagne alors irait battre la France et après tombe sur nous, écrase notre liberté et voilà la fin de la chanson, mon frère. »

Les soldats s'agitent et puis :

« Nous, mon camarade, nous ne voulons pas nous battre pour les convoitises de l'Angleterre et de la France ; nous attendons qu'une fois on commence les pourparlers pour la conclusion de la paix. »

Les paysans viennent entourer les soldats et l'officier. Ils réclament, ils discutent et bientôt deux partis sont formés. Un paysan, én gesticulant crie :

« On nous dit : Donnez le pain au prix réduit. Nous donnerons le pain. Mais pourquoi seulement nous, les paysans,

devons tout donner? Pourquoi? Que les propriétaires, les fabricants, les classes riches donnent aussi. Ils s'enrichissent toujours aux dépens de la guerre. Qu'ils viennent avec leurs capitaux. Le paysan travaille, produit, donne ses enfants, son pain. Nous voulons bien savoir « quant tout cela sera fini... Pourquoi se taisent les Alliés? »

« Pourquoi? crie une voix d'un coin éloigné. »

« Ah! je comprends: ils veulent une paix séparée », s'émeut un maître d'école.

« Non, point de paix séparée, nous voulons la paix des peuples », répond un soldat en tenue de campagne, et tous de crier:

« Il a raison! il a raison! »

### *Birgewija Wiëdomastij (Résumé)*

raillé la situation de la petite bourgeoisie russe qui, encore hier opprimée et sans droits, se trouve aujourd'hui être un parti important de l'Etat et perd un peu la tête dans l'imbroglio des partis politiques. Elle doit choisir entre la République démocratique ou fédérative, entre le socialisme à la Plekhanoff ou à la Kerensky. Et cela ne suffit pas: il faut encore la social-démocratie ou le Maximalisme. Et encore plus: il faut qu'elle choisisse entre les Menschewiks et les Bolchewicks. Elle s'y perd. Elle ne peut avoir un jour de repos. Et le pauvre citoyen ne sait plus en qui croire et en quoi croire.

### *La Novaïa Schisne:*

Le peuple russe n'a pas conquis la liberté dans le but de procurer aux classes dirigeantes le droit de l'exploiter encore, et les masses prolétaires, l'armée et la population agricole ne se contentent pas de changer les chefs, mais ils veulent combattre pour conquérir la vraie amélioration des classes ouvrières et laborieuses; seulement ils risquent de perdre dans la lutte ou au moins compromettre leurs intérêts comme les classes dirigeantes les leurs, en refusant d'abandonner la part des richesses acquises pendant la guerre et aux dépens de la guerre,

### *Les Nouvelles de l'Union de l'Armée des Cosaques (Kosazki Novosti).*

Ce journal commente vivement la formule de paix: « sans annexions et contributions »:

Le ministre Tschernoff, dans son discours au Congrès des délégués paysans, a fait une allusion aux propriétés des cosaques; en disant: « il faut aussi que les cosaques se resserrent un peu ». Voilà qui est peu logique et s'accorde peu avec les principes de « la paix sans annexions ». On veut bien laisser ses terres au peuple allemand sous prétexte qu'il est innocent de cette guerre, mais alors pour quelle raison veut-on léser les droits des cosaques, population laborieuse et qui certes a toujours bien servi la Russie.

Et tous ceux qui sont bien éclairés sur la situation économique des régions habitées par les cosaques, savent bien que toutes les données sur l'importance de l'étendue des terres ne sont pas exactes. Les chiffres montrent combien elles sont erronées:

Pour un cosaque: 7 à 10 dessiatines de terre labourable;

Pour un paysan russe: 1 à 1 ½ dessiatines de terre labourable.

Certes, le paysan russe n'a pas une quantité de terre suffisante, mais le cosaque n'en a point de trop et ce n'est pas une solution que de priver une population de son bien pour le donner à une autre. Il faut chercher un autre système pour résoudre ce problème agricole extrêmement compliqué. Mais il est incompatible avec les intérêts des cosaques de le liquider selon la méthode proposée par le ministre Tschernoff.

### *Rousskoïe Slovo, 15.VI.17:*

Le manque de charbon et la mauvaise administration que la révolution n'a point améliorée, menacent de ruiner l'in-

dustrie russe. La désorganisation dans les centres industriels exige des mesures énergiques. Le chômage devient un danger toujours grandissant pour le pays. Le cours de rouble a subi une baisse significative.

Les capitaux étrangers qui ont toujours contribué largement à l'industrie nationale ont été retirés ou ont cessé d'affluer par crainte de l'anarchie actuelle. Et le manque de ces capitaux équivaut à une lente et irrémédiable décadence de la vie industrielle. Sans capitaux, point de perfectionnement dans la technique, point de machines nouvelles, ni d'usines, enfin l'industrie ne peut ni progresser, ni produire assez pour concourir sur le marché avec les autres pays, mieux outillés, ayant une organisation parfaite et une technique supérieure à la nôtre et surtout des capitaux en réserves pour tous les perfectionnements modernes qu'exige l'industrie.

Notre pays appauvri par la guerre et le régime bureaucratique d'avant la révolution ne pourra jamais arrêter le flot envahissant des étrangers qui après la guerre chercheront d'exploiter nos richesses naturelles et placer sur nos marchés leurs produits. Voyez les pays tels que les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne où le progrès technique atteint le maximum, où les matières premières abondent, où le charbon ne manque pas, où les ports, le tonnage des navires, les voies maritimes et ferrées, enfin tout ce qui facilite le commerce, l'industrie, fonctionne à merveille et où les compagnies à actions sont une base solide pour le progrès industriel. Voici quelques chiffres éloquentes des capitaux placés dans les grandes compagnies en Allemagne, en Angleterre et en Russie.

Angleterre, pour 25 milliards de roubles.

Allemagne, pour 9 ½ milliards de roubles.

Etats-Unis (approximativement seulement, car il nous manque des chiffres exacts), 60 milliards de roubles.

Et la Russie avec ses immenses territoires, riches en métaux et d'autres matières premières nedispose que pour 4 ½ milliards de roubles.

Comparons les forces motrices des Etats-Unis avec les nôtres:

Les Etats-Unis disposent 25 milliards de chevaux, comme forces motrices électrique, à vapeur et d'autres, cela équivaut à 600 millions d'ouvriers. Il y a actuellement dans les Etats-Unis 7 millions d'ouvriers qui travaillent. La Russie n'a que 2 ½ milliards de chevaux (forces motrices électriques et autres) ou 60 millions d'ouvriers. Notre production industrielle est inférieure à tous les pays de l'Europe occidentale. Il faut que le gouvernement provisoire prenne des mesures pour parer à cette crise industrielle, menaçant l'avenir de toute la population ouvrière, car la désorganisation des usines entraîne le chômage. Et déjà bien des usines chôment par manque de charbon.

*Nowoje Wremja, 16.VI.17. — Contre « l'Indépendance » de l'Albanie. — Lettre ouverte à M. Tereschtschenko, ministre des affaires étrangères:*

L'Italie a proclamé « l'indépendance » de l'Albanie, sous son protectorat. Cette démarche de l'Italie, si l'on en croit la presse, se produisit inopinément pour les représentants diplomatiques des puissances alliées à l'Italie.

Les envoyés de la Russie, de l'Angleterre et de la France ont fait savoir au gouvernement italien que la question du sort de l'Albanie devait, selon eux, être réglée par une conférence internationale à la fin de la guerre.

La mise en évidence de la question albanaise par l'action de l'Italie et l'attitude prise par vous dans cette question, citoyen ministre, guide responsable de la politique étrangère de la démocratie russe, nous incitent, nous comité exécutif du Conseil des musulmans de Russie, à vous adresser la présente lettre ouverte.

Le fait d'une puissance européenne de déclarer son protectorat sur l'Albanie, rappelle à tous égards, le sort de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Egypte, du Maroc, de l'Afgha-



niştan et d'autres pays musulmans. Le destin historiquement constaté des peuples musulmans de ces pays éveille une vive sympathie dans le cœur des nombreux millions de musulmans citoyens libres de Russie. Aux malheurs tragiques des pays musulmans précités, vient s'ajouter actuellement celui du peuple albanais, jeté en pâture aux menées impérialistes des cercles gouvernementaux italiens.

Le sort de l'Albanie est une nouvelle démonstration des emprises impérialistes de l'Europe et la victime de ces menées est un peuple composé en plus grande part de musulmans.

Marchant en plein accord avec la démocratie révolutionnaire russe, et partageant pour la question de la guerre son idéal de paix, sans annexions ni contributions, basée sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, le comité exécutif du conseil des musulmans russes a attendu de votre part — hélas en vain — une démarche décidée et catégorique dans la question albanaise. Notre comité a aussi attendu — de même vainement — la voix puissante des organes dirigeants de la démocratie révolutionnaire russe. Le comité exécutif du conseil des musulmans russes proteste publiquement et estime absolument nécessaire de proclamer que la démocratie musulmane de Russie considère que le droit imprescriptible à une culture nationale et à une libre disposition de soi-même n'appartient pas seulement aux peuples d'Europe mais aussi à ceux d'Asie et d'Afrique. Le comité exécutif vous prie de porter ce point de vue à la connaissance des Etats à nous alliés, estimant que les cercles dirigeants de ceux-ci le conçoivent complètement.

Le Comité exécutif du Conseil des Musulmans russes.

*Rousskoïo Slovo*, 16.VI.17. — Les réflexions du ministre Tschingareff sur la situation économique en Russie :

« Le mauvais état des finances russes est inquiétant. Les dépenses augmentent, mais les revenus baissent ». La question se pose impérieuse, comment sortir de cette situation critique.

La menace de la famine n'est pas un phénomène imaginaire, elle existe, elle est dans le pays et elle paralyse le travail du pays. Pour faire face à cette menace constante, il faut la coopération énergique de la société avec le gouvernement provisoire. Il faut obliger les classes riches et aisées à sacrifier leurs capitaux pour sauver la patrie. Il faut que la classe ouvrière arrive à comprendre que ses exigences excessives désorganisent l'industrie nationale. Les patrons et les ouvriers doivent tomber d'accord sur le règlement équitable du travail et des salaires. Si l'emprunt de la liberté ne donnait pas un résultat satisfaisant, le gouvernement provisoire serait forcé de recourir à l'emprunt obligatoirement.

*Rousskoïo Slovo*, 17.VI.17 (Résumé) :

Au congrès des délégués ouvriers où étaient représentés les partis socialistes, des Menschivik, des Bolschevik et des Internationalistes, le bolschevik Kameneff reprocha au gouvernement de ne pas être à la tête de la révolution; au lieu d'avoir des conflits continuels avec la masse ouvrière, il aurait mieux fait d'organiser avec les éléments les plus vivants de la démocratie ouvrière une base solide pour le pouvoir révolutionnaire. Il est urgent de créer un gouvernement appuyé sur ces éléments. Les ouvriers et les

soldats sont seuls en état de le constituer. Martoff, chef des internationalistes répond qu'« il ne faut point de gouvernement; la volonté bien organisée des classes est l'unique pouvoir ».

Et Troszky prophétise la chute du ministère coalisé, « et que l'heure n'est pas loin où le pouvoir passera aux soldats et aux ouvriers. »

*Robotschaïa Gazetta* (Gazette ouvrière), 20.VI.17:

Les ouvriers protestent en termes énergiques contre les difficultés que l'Angleterre et la France élèvent au départ des pacifistes pour le congrès de Stockholm: « Celui qui suscite des obstacles aux socialistes de toute l'Europe pour les empêcher de se rendre au congrès convoqué par la révolution russe est son ennemi. »

*Novoïo Vremia*, 21.VI.17.

Albert Thomas, à son passage à Stockholm, a eu une entrevue avec le correspondant de l'Agence télégraphique de la Suède. Il se plaint de l'attitude incorrecte des Finlandais :

Notre peuple a toujours été bien disposé envers la Finlande et souhaite son indépendance. Mais nous trouvons que la propagande qui se fait actuellement en Finlande prend des formes inquiétantes pour les Alliés. Nous n'ignorons point que les Finlandais vont à Berlin pour faire des conférences sur l'autonomie de la Finlande, que les journaux finlandais réimpriment les articles des journaux allemands et ne se gênent guère de mener ouvertement la propagande en faveur des Allemands. L'Allemagne rêve déjà d'étendre son influence dans ce pays à peine délivré du tsarisme. Je me demande, si la Finlande ne court pas le danger de tomber dans l'esclavage d'une autre autocratie.

*Novoïo Vremia*, 22.VI.17. — En Orient (Résumé) :

Le journal japonais « Assachi-Chimbouï » s'oppose à la formule de paix russe: « sans annexions et contributions ». Le Japon ne peut guère consentir à ces conditions de la paix.

Le Japon, en participant à la guerre mondiale ne poursuit qu'un seul but: mettre fin à la trop grande extension du commerce allemand, de l'influence toujours croissante de l'Empire central sur les marchés de l'Orient. Mais le retour des colonies allemandes aux Allemands rétabliront cette influence et alors tous nos sacrifices, tous nos efforts seront vains. La paix d'après les principes du gouvernement provisoire russe ne peut que satisfaire les Empires centraux et le Japon, se voyant lésé dans ses intérêts vitaux, sera forcé d'agir pour les défendre.

Ce même journal annonce en passant, le prêt de 60 millions de yens à brève échéance, que le Japon fait à la France.

Le Japon exige des Alliés qu'ils tiennent, réalisent tous les traités et qu'ils fassent comprendre à la Russie, toute l'absurdité de la formule: « sans annexions »!

Le Japon a rendu à la Russie un service inappréciable, en venant à son aide. Et il est tout juste que le peuple japonais ait une compensation.

## POLOGNE

*Naprzod* de Cracovie, 10.VII.17, publie une correspondance de Varsovie dans laquelle nous trouvons les détails sur la démission de la gauche du Conseil d'Etat provisoire :

La démission de 4 membres du Conseil d'Etat provisoire est actuellement le nœud de notre situation politique. Cet événement est largement commenté dans tous les milieux de la société, qui l'a accepté sans étonnement, la démission n'étant une surprise pour personne. Tout le monde savait

que, depuis longtemps, la gauche subissait d'en bas une forte pression demandant la retraite du Conseil d'Etat provisoire.

Déjà la démission du camarade Kunowski, à vrai dire retiré par le parti socialiste polonais, montrait que la situation dans laquelle se trouve le Conseil d'Etat provisoire, une demi-année après la proclamation de l'acte du 5 novembre, ne permettait pas une plus longue collaboration aux représentants de la gauche. Le prolongement stérile de cette situation faisait de la retraite des représentants de la gauche une question de temps.

Les membres de la gauche du Conseil d'Etat provisoire sont restés en fonction jusqu'après le 1er mai, sans doute afin d'attendre la réponse aux postulats du Conseil, présentés ce jour-là. La réponse du 8 juin a éclairci la situation, ne laissant subsister aucune illusion.

Dès ce temps la question de démission des représentants de la gauche, en tenant compte de l'accroissement du sentiment d'opposition des masses ouvrières et paysannes, de l'intelligence radicale, a été reconnue mûre par tous. Et sa réalisation n'a été retardée que par des motifs d'administration, d'ordre secondaire.

*Glos de Varsovie, 6.VII.17. — Sur la démission de la gauche :*

Pendant les délibérations sur le projet d'organisation du futur gouvernement polonais, une majorité, qui lui manquait jusqu'à présent, s'est esquissée au sein du Conseil d'Etat. Elle a trouvé sa base dans l'idée de réalisation d'une monarchie en Pologne. L'idée du trône a vaincu au Conseil d'Etat et a rassemblé une majorité. Voilà la principale pierre d'achoppement, quoique cachée pour la gauche, dont la retraite n'est autre chose qu'un des coups dans la lutte avec le trône, que nous n'avons point encore... La doctrine a primé l'intérêt immédiat de l'Etat polonais. « Ex oriente lux ». Il y a des lumières qui éblouissent. Mais ne peuvent et ne doivent seulement diriger que ceux qui voient clair. Il est vraiment préférable et plus profitable à cet égard que la gauche qui ne veut pas prêter la main au travail qui rapproche la réalisation de la monarchie, se soit retirée à l'ombre de sa phraséologie.

En tête de la gauche s'est retiré son chef, le brigadier Pilsudski. Il y a une demi-année, lorsque par un jour froid de janvier, le Conseil d'Etat provisoire commençait son travail, tout le pays comptait sur Pilsudski. Une légende l'a entouré, artificielle peut-être, mais légende quand même. Les femmes lui jetaient des fleurs. Les amis dételèrent les chevaux. Le pays s'attendait à ce qu'il conduise l'œuvre de la réalisation et la mène en grand style à bonne fin. Les résultats n'ont pas répondu aux espoirs attachés par le pays à la constitution du Conseil d'Etat. Mais sur qui en pèse la responsabilité? Il y avait des entraves intérieures comme extérieures. Mais qui en est responsable? Les entraves ou celui qui devait les vaincre?

... La gauche a été le mobile et l'axe de tout ce qui se faisait au Conseil d'Etat.

La majorité marcha les premiers mois selon les désirs de

la gauche. La question la plus délicate et la plus importante — la question de l'appel pour l'enrôlement s'est déroulé suivant les indications de la gauche. Rejeter aujourd'hui la faute, signaler les obstacles, qui étaient sur le chemin, serait un enfantillage. Le pays a envoyé ses hommes au Conseil d'Etat, pour qu'ils conduisent au but malgré les obstacles.

Personne n'avait d'illusions sur les entraves; personne ne considérait le Conseil d'Etat comme un lit couvert de roses. Inutile d'énumérer aujourd'hui toutes les possibilités qu'on pouvait réaliser contrairement à ce qu'on a fait. La gauche doit faire son examen de conscience à propos du fait douloureux et froid, que notre armée est en retard et que nous n'avons point de gouvernement.

*Zdnia de Varsovie, 6.VII.17, organe du Comité central national, publie une lettre de M. Artur Sliwinski, secrétaire du Conseil d'Etat provisoire, où il explique au maréchal de la Couronne les raisons de sa démission :*

... Nous avons constaté que nous ne sommes pas une institution d'Etat, mais l'apparence d'une telle institution. Nous avons constaté que notre travail n'a apporté aucun allègement à la population, qu'il n'a pas contribué au réglément de la question de l'armée polonaise, nous avons si souvent constaté notre impuissance et même les effets nuisibles de notre existence — notre inertie extérieure et notre mécontente (décomposition) intérieure rendant souvent impossible toute utilité des efforts collectifs — nous avons enfin si souvent constaté l'état réel des choses, qu'il me semble inutile d'insister.

Je constate personnellement que par l'effet d'une tactique fautive nous nous sommes séparés, par le mur du secret officiel, même des milieux qui étaient prêts à nous aider ardemment dans notre travail. De cette façon un vide de plus en plus grandissant se faisait autour du Conseil d'Etat. Cependant seule l'union étroite avec l'entourage, pouvait nous donner la force nécessaire pour durer, pouvait nous assurer l'appui nécessaire.

... Aujourd'hui, après cinq mois de notre existence, nous ne pouvons montrer qu'une série d'insuccès. Certes, ce n'est pas seulement le Conseil d'Etat qui est cause de ces insuccès. Les circonstances extérieures et les autorités qui effectivement tenaient l'administration entre leurs mains, ont créé pour notre action des conditions très difficiles et très lourdes. Mais la méthode de notre travail contribuait à ce que la responsabilité pour tous les insuccès tombât en grande mesure sur le Conseil d'Etat, comme « le suprême organe d'Etat polonais ».

Nous avions à représenter l'Etat polonais, et nous avons représenté l'impuissance polonaise.

Voilà les causes pour lesquelles le camp politique auquel je dois ma présence au Conseil d'Etat, a perdu la confiance en cette institution, et a cessé de croire à un travail fructueux. Voilà les causes pour lesquelles je dépose mon mandat.

## AUTRICHE-HONGRIE

*Reichspost, 9.VII.17. — Le chancelier allemand et les conditions de paix. — Les événements dans la grande commission du Reichstag :*

Si on en arrive à un changement de chancelier cela ne signifie sûrement pas une décision en faveur de la formule Scheidemann, mais bien la continuation d'une politique encore plus résolue. Ceci est prouvé rien que du fait que le général Gallwitz est considéré comme l'homme de l'avenir. Ceux qui actuellement lancent les bruits concernant une crise dans la politique de l'empire allemand, ceux qui entourent le « Berliner Tageblatt », en seront à peine ainsi pour leurs frais.

*Neue Freie Presse, 10.VII.17. — La question de la paix et le chancelier allemand :*

L'Entente prendra aux puissances centrales ce qu'elle pourra leur prendre et leur fera ce qu'elle pourra leur faire; aucune formule n'est à même d'étancher l'ardente soif de victoire et de conquête de Londres, Paris et Rome. La paix viendra, provoquée non par nos besoins mais bien par les leurs; non par les décisions du Reichstag et par les débats de ses partis, mais par le renoncement de l'Entente sur les champs de bataille, par les terribles désillusions qui sont inévitables, par la faim et la misère qui sévissent dans les deux camps et par les modifications qui se manifestent déjà maintenant dans l'opinion des peuples.

*Pester Lloyd*, 11.VII.17:

Depuis quelques temps on procède dans l'Etat autrichien comme dans le laboratoire d'un inventeur. La fantaisie technique prend son essor et invente de nouvelles constructions; on approfondit de nouvelles idées, celles-ci prennent corps, deviennent bientôt de nouveaux modèles; ces nouveaux modèles sont rapidement expérimentés et comme aucun ne veut convenir on les jette les uns après les autres au vieux fer. On a peut-être de cette manière mené à chef plus d'une invention dans les ateliers d'Edison, mais il est à bon droit permis de douter que ce soit le bon procédé pour produire quelque chose de nouveau sur le terrain politique d'un état.

Partisan du principe hongrois de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Autriche, le *Pester Lloyd* reconnaît toutefois qu'on ne peut pas fermer les yeux et qu'en bonne amitié il peut pourtant donner son appréciation, surtout si les transformations autrichiennes devaient devenir une menace pour l'intégrité de l'Etat hongrois.

Les éternelles oscillations entre l'autonomie et l'unité rigoureuse de l'Etat ne constituent en aucun cas la politique appropriée. Ces deux principes sont séparés par des oppositions irréductibles et ne peuvent en aucune hypothèse se concilier. Dernièrement le comte Clam-Martinitz s'est entiché d'une intraduisible formule de « centralisme autonome » comme devant être l'idéal de l'Etat autrichien. Il aurait aussi bien pu parler de la quadrature du cercle.

Le mal provient de ce que l'on s'attache superstitieusement à ce qui est devenu un fait historique (les luttes nationales en Autriche). Qui vit du passé ne progresse pas dans l'avenir.

*Pester Lloyd*, 12.VII.17. — Editorial:

Le monde est altéré de paix et cette paix serait possible sans l'humiliation d'aucun peuple, en tout honneur pour ceux qui luttent actuellement. Les dirigeants des peuples de l'Entente encourent une responsabilité terrible s'ils persistent

dans leur orgueil et s'ils persévèrent encore dans leur volonté de continuer le combat. L'excuse ne saurait être valable longtemps que la parole de l'Autriche-Hongrie seule ne suffit pas et qu'il subsiste des doutes quant au désir de paix de l'Allemagne. Maintenant les dés allemands en sont jetés. Le peuple allemand lui aussi trouvera les mots qui expriment son empressement à préparer la fin de la guerre par une paix telle que la préconise la grande majorité du Reichstag avec une résolution pleine de dignité.

*Neue Freie Presse*, 13.VII.17. — La solution de la crise allemande:

Personne ne croit en Allemagne que des transformations semblables auront la paix comme conséquence immédiate. Elles n'ont pas été non plus entreprises sous l'influence de l'étranger, voir des ennemis. Mais l'effet que cela pourrait avoir au dehors sera d'écarter les préjugés que le monde a accumulés autour des conservateurs prussiens; elles peuvent contribuer à ce que, chez les ennemis, le germanisme et le peuple allemand dans son ensemble seront jugés d'une façon plus impartiale que cela n'a été jusqu'ici le cas.

Ce qui se produira aurait dû se produire depuis longtemps même sans la guerre. Mais les conservateurs l'ont empêché et maintenant les événements s'accomplissent contre et sans eux. Ils n'auront pas non plus le pouvoir d'empêcher le droit de vote général et unitaire en Prusse malgré leur nombre au Landtag prussien. Le droit de vote est certain.

*Neue Freie Presse*, 14.VII.17. — Le nouveau chancelier:

Si cette nouvelle se confirme officiellement elle constitue pour l'empire allemand un événement qui, à lui seul, montre combien sérieux est le désir d'une transformation. Sans égards pour les usages serait placé à la tête de la politique de l'empire un homme qui, il y a quelque temps seulement, s'est fait remarquer par la manière résolue dont il s'est élevé contre le ministre de l'agriculture von Schorlemer lors du discours de louanges que celui-ci a fait à propos de la hausse des prix. Il a dit alors que sous aucun prétexte il ne voulait remplir sa fonction pour la forme seulement. Il a donné l'impression d'une volonté claire et résolue et d'une compréhension moderne des questions parlementaires.

## BELGIQUE

*Vrij België*, 6.VII.17. — Le passé et l'avenir (Julius Hoste junior):

Le premier gouvernement après 1830, préconise une unité de langues, superficielle et imaginaire. Il ne voulut pas écouter un homme de science, comme Quetelet, qui déclara après la première assemblée nationale, en 1846:

« Parmi les caractères qui distinguent les populations entre elles, l'un des plus inaltérables est sans contredit le langage. Les philosophes ont remarqué, par exemple, que la ligne de démarcation entre la population française et flamande de la Belgique, malgré les efforts tentés par plusieurs gouvernements pour l'effacer, est restée à peu près invariablement la même. »

Un peuple flamand conscient de sa propre entité, doit obtenir et obtiendra, dans une Belgique libre, le gouvernement qui lui convient, gouvernement qui aura à développer l'unité culturelle dans tous les domaines, en ce qui concerne l'administration de nos contrées flamandes. Nous flamands, voulons avant tout, être nous-mêmes, et vivre sur terre belge en peuple libre dépourvu de toute tutelle étrangère.

L'occupation française, la violence espagnole ou l'impérialisme allemand, furent impuissants à ravir l'âme de notre peuple. Mais les sacrifices de nos ancêtres, aussi bien que le sang flamand qui coule actuellement devant l'Yser, démontrent éloquentement que les générations flamandes fu-

tures, sont le gage assuré de l'avenir d'une Flandre libre, dans une Belgique ressuscitée et absolument indépendante.

*Les Nouvelles*, 6.VII.17. — Grimes et grimaces socialistes (J. Destrée):

L'Allemagne a compris de bonne heure qu'il fallait appliquer à ses campagnes d'opinion les procédés des campagnes militaires. Elle mène les unes et les autres avec le même esprit de méthode et d'organisation, avec le souci de l'utilisation maximum de chacun dans son milieu. Elle a donc camouflé ses agents. A côté de ses diplomates officiels, tour à tour arrogants ou plats selon les circonstances, elle a répandu par le monde des légions de serviteurs, petits et grands, de sa politique, travestis et déguisés sous les apparences les plus trompeuses. De temps en temps, un masque se déchire, et une brusque lumière montre la complicité peu honorable des uns et des autres.

... L'Allemand grimé est partout, et surtout là où l'on s'attend le moins à le trouver. Il serait tout à fait injuste de croire qu'il n'y a de masques à arracher que dans les rangs socialistes. Mais je reconnais que, pour le moment, l'attention est surtout portée de ce côté.

*Le XXme Siècle*, 8.VII.17. — Realpolitik et Internationales (F. Van Devorst):

... La realpolitik s'était habilement servie du cosmopolitisme financier d'avant-guerre. Partout, en Russie, en Angleterre, même en France, et surtout en Italie et en Belgique, elle s'était faufilée dans toutes les affaires. Les financiers et industriels voyaient dans ces combinaisons l'occasion de bénéfices personnels. L'Allemagne y poursuivait le moyen de favoriser l'empire, de l'enrichir, d'étendre son influence, de sonder tous les secrets d'autrui.

La guerre a fait sauter en bonne partie ce filet serré de syndicats et de participation dans les mailles duquel la realpolitik tenait la haute banque et la grande industrie. Le malheur veut que parmi ses anciens alliés d'affaires, le cosmopolitisme a tué chez certains la fibre nationale et le sentiment de la justice. Plusieurs ont des intérêts étroitement liés à ceux des magnats allemands et ils rêvent de profiter encore de ces anciennes relations, si fructueuses.

Encore une internationale, dont la realpolitik se sert avec adresse. Il y a lieu de s'en méfier d'autant plus qu'elle est occulte, qu'elle dispose du nerf de la guerre, qu'elle a des adhérents dans les milieux les plus huppés des pays alliés, « y compris le nôtre ».

La realpolitik n'a jamais reculé devant aucun moyen. Elle sait comment subventionner des journaux de toute nuance.

Le « Times » du 7 juin 1917 signalait des réunions de banquiers, ennemis et alliés, en Suisse. Il y rattachait certaine campagne de presse. C'est un symptôme bien grave que personne n'ait soufflé mot de cette conspiration.

Quand on parle des puissances occultes qui contrecarrent les plans des Alliés et favorisent sous main la Bochie, ne cherchez pas loin, tournez-vous du côté de certains financiers.

### *L'Indépendance belge*, 9.VII.17. — L'influence anglaise:

La petite Belgique, pour sa renaissance politique et économique se trouvera évidemment à la remorque des Puissances de l'Entente, dont le chef de file sera inévitablement le Royaume-Uni, ce pays étant le plus riche, le plus puissant, le mieux outillé de l'Europe. Ayant échappé aux horreurs et aux destructions de l'invasion, la nation britannique disposera immédiatement de moyens de production et d'action formidables. Les engagements d'honneur que cette nation a pris vis-à-vis de la Belgique héroïque et martyre auront pour conséquence de resserrer les liens matériels et moraux qui unissent les deux peuples amis, et le long séjour forcé qu'auront fait deux cent cinquante mille Belges dans les Iles Britanniques favorisera par la suite de multiples rapprochements.

La politique anglaise réagira profondément sur la politique belge. Tout Belge épris de progrès social suivra avec une attention soutenue le mouvement des idées en Angleterre: à supposer que des esprits conservateurs veuillent s'obstiner dans notre pays à ignorer les revendications démocratiques, nos ouvriers flamands et wallons rentreront de l'exil, quoi qu'on fasse, avec des conceptions nouvelles et renforcées appelées à faire leur trouée. Vouloir ignorer la nouvelle mentalité qui en résultera chez nous, ce serait pratiquer la politique de l'Autriche.

### *La Métropole*, 9.VII.17. — Contreminons les von Bary:

La diplomatie officielle allemande n'est qu'un paravent. L'action diplomatique réelle est exercée par la foule innombrable des individus que l'Allemagne a su intéresser à ses succès commerciaux ou financiers.

Le journal cite en exemple von Bary, d'Anvers, plus connu en Belgique que les diplomates représentant les nations alliés. C'est surtout à la France et à l'Angleterre qu'il importe de contreminer les méthodes allemandes et non de les imiter, car elles sont abaisantes et immorales.

Mais que l'on sache au moins dénicher les agents de l'Allemagne et au moins, la liste noire dressée, qu'on les sape et qu'on les mine sans pitié, car ces agents sont des traîtres aussi redoutables que les pires espions. Ce sont des vendus, ce sont des acheteurs de conscience. Les laisser opérer plus longtemps, c'est laisser s'étendre la plus redoutable vague d'immoralité et d'aveulement que le monde ait jamais connue.

C'est là, peut-être, la plus hideuse manifestation du mal allemand, le mal de l'universelle corruption.

### *Le XXme Siècle*, 13.VII.17. — Une étrange motion d'un congrès international de Loges. Il n'y est même pas question de la Belgique:

Les journaux français n'ont guère parlé d'une réunion tenue récemment à Paris par des délégués de Loges maçonniques de pays alliés et neutres. La presse italienne, en publiant à ce propos des détails plus précis, a causé, au-delà des Aples, une vive émotion. Il en sera de même dans le public belge à raison du silence gardé par cette assemblée sur le problème belge. Ce silence est d'autant moins explicable que, parmi les francs-maçons réunis à Paris, il devait se trouver des Belges. Sans prendre cet incident au tragique, ni donner à ce conciliabule une importance excessive, il convient cependant de noter un fait qui peinera tous les patriotes belges.

### *Le Socialiste belge* du 14.VII.17 annonce avoir reçu le télégramme suivant:

Les membres de la délégation russe à la conférence de Stockholm saluent fraternellement les camarades soldats et ouvriers de l'« Union des Travailleurs belges en Hollande », partisans de la conférence générale et les exhortent à dédaigner la calomnie et persévérer hardiment dans leur courageuse politique, vraiment digne du socialisme international.

S. Goldenberg, Smirnofi, Rosanoff, Ehlich, Rousanoff.

### *Le Peuple belge*, 15.VII.17:

Que veut dire la formule: « Pas d'annexions, pas d'indemnités? » que les révolutionnaires russes ont employée.

Le journal de Kerensky en a publié une explication que nous trouvons reproduite dans une revue anglaise. Les dommages causés par les deux groupes de belligérants seraient indemnisés à l'aide d'un fonds constitué en commun par toutes les puissances en guerre. Le journal estime que 25 milliards suffiraient. Il ne précise pas s'il s'agit de francs, de roubles ou de livres sterling.

Cette façon de procéder aboutit, en quelque sorte, l'agresseur et n'établit aucune distinction entre l'assaillant et les pays qui ont défendu leur liberté.

Cette idée d'un fond commun, interbelligérants est à rapprocher de celle beaucoup plus hardie d'un grand financier français, qui estime que le seul moyen pour l'Europe d'échapper à la banqueroute, est de conclure un vaste emprunt inter-européen, alliés et puissances centrales réunis.

Qu'entend-on par: « Pas d'annexion? » La « N. Z. Z. » a reproduit, il y a peu de temps, cet extrait du « Igwestiya », l'organe officiel du Comité des soldats et officiers de Petrograd:

« Le mot « annexion », est tout à fait mal compris dans bien des endroits. Des impérialistes conscients ou inconscients parlent de rectifications, de rattachement à la mère-patrie de territoires naguère violemment arrachés à leur groupement ethnique. Si une telle interprétation devait être admise, la guerre devrait continuer jusqu'au jour où l'Allemagne serait réduite au Margrave de Brandebourg, la France à la province, de l'Île de France et la Russie au grand-duché de Moscou. Ce serait une guerre sans fin. La Russie demande une paix rapide. En inscrivant sur ses bannières les mots: « Pas d'annexions, pas d'indemnité », elle entend par « annexion » la simple aliénation de territoires

qui appartenait à l'un des belligérants au moment où la guerre éclata. Ceci est un langage limpide et sans équivoque, et ceux qui ne comprennent pas, sont ceux qui ne « veulent » pas comprendre.»

Mais le journal de Kerensky — qui ne l'oublions pas est le délégué du « Soviet » dans le gouvernement provisoire —

adopte une toute autre interprétation des mots: « Pas d'annexion ». Il dit que toute nationalité, ou pays qui désire fixer ses destinées pourrait procéder à un referendum, à condition que ce referendum soit demandé par le 10 % de la population intéressée ou par le 10 % de la population d'une puissance intéressée au destin de cette même nationalité.

## SUISSE

### *Le Journal de Genève (William Martin):*

Aujourd'hui, M. de Bethmann-Hollweg s'en va sous les coups d'une coalition inattendue. Nommé en 1909 pour revendiquer hautement les droits de la couronne, il avait fait, en huit ans, une vaste évolution politique, que n'eût pas laissé prévoir la raideur apparente de ses convictions et son entêtement de faible. Peu à peu, il s'était rapproché des libéraux et des socialistes. Il s'était rallié au principe du suffrage universel en Prusse et à une parlementarisation de l'Empire, il avait admis la nécessité d'une petite paix, dans laquelle le mot « ehrenvoll » n'aurait plus signifié « pleine d'honneurs », mais « honorable ». Ce conservateur était devenu opportuniste. Il s'était séparé, une fois de plus, de la droite, qui, depuis de longs mois, le combattait au couteau. Ces derniers jours, à la suite du conseil de la couronne, son crédit paraissait assis sur les partis de la nouvelle majorité, à laquelle il était disposé à faire de larges concessions intérieures.

Cependant, si les nationalistes de toutes observances se réjouissent de sa chute, ce n'est pas eux qui l'ont provoquée. Le coup de grâce lui a été donné par le centre catholique et les nationaux-libéraux, qui ont déclaré simultanément que la paix ne pourrait pas être faite par le chancelier qui a déclaré la guerre. M. de Bethmann, qui n'a pas voulu ce conflit, est victime du besoin de paix de l'Allemagne.

Le paradoxe de sa démission se double du paradoxe de sa succession. Le tort principal de M. de Bethmann-Hollweg fut d'être un fonctionnaire et non un homme d'Etat. On appelle à le remplacer un autre fonctionnaire, M. Michaelis, qui n'a même pas été ministre et dont toute l'activité gouvernementale a consisté à faire pendant quatre mois la liaison entre le dictateur impérial des vivres et le ministre prussien de l'agriculture. Une semblable carrière, surtout dans l'administration allemande, prépare à l'obéissance plutôt qu'au commandement.

### *La Gazette de Lausanne (Maurice Muret):*

Sa retraite permet de mesurer le chemin parcouru par les chefs sur la voie des déceptions tragiques. Elle atteste le désarroi grandissant d'une oligarchie qui sacrifie au hasard un serviteur resté raisonnable, incapable qu'elle est de punir les vrais coupables et de tailler où il serait juste qu'on taillât. De tous les griefs allégués contre M. de Bethmann-Hollweg, aucun n'est fondé absolument. Tout ce qu'il a fait, tout ce qu'il a dit, il l'a dit et l'a fait par ordre supérieur. Alors, pourquoi s'en prendre à lui?... Parce qu'on ne peut s'en prendre à ceux au nom desquels il agissait... Mais leur tour viendra peut-être...

Le trouble profond dont la démission du chancelier est l'indice se marque au fait qu'il s'en va au moment où ses principes l'emportent. Bien qu'il eût en horreur la démocratie et le parlementarisme, il comprenait que des réformes dans ce sens s'imposaient...

... Son successeur n'accomplira pas mieux qu'il n'eût fait une tâche irréalisable. Les Alliés ont l'œil ouvert. Ils suivent de près un manège destiné à leur donner le change. Le sixième chancelier n'empêchera pas que s'accomplissent les destins que les erreurs du cinquième contribuèrent à préparer.

### *La Suisse:*

Ainsi, abstraction faite de la transformation nécessaire

des conditions de l'agriculture, nous avons trop de bétail. Et, quand nous aurons envoyé en Allemagne les trente mille têtes que l'Entente nous a autorisés à exporter contre compensations, il en restera encore peut-être cent mille de trop. Qu'en ferons-nous? C'est une question qui devra être encore réglée. Mais, s'il est vrai que les Alliés sont prêts à acheter le bétail plutôt que de le laisser envoyer en Allemagne, ils pourront se servir largement chez nous. En outre, il ne serait vraiment pas malheureux que le prix du bétail baisse quelque peu afin que l'augmentation de la viande aide à résoudre ce problème économique.

### *Le Genevois (Tony Roche):*

Rien n'est plus souhaitable, à l'heure présente, qu'une entente complète et loyale entre l'Italie et la Grèce.

Les assurances récemment données que l'Epire grecque occupée par les troupes italiennes serait évacuée d'ici la fin de ce mois et que Corfou redeviendrait, après le rétablissement de la situation balkanique, au « statu quo ante bellum » avaient déjà produit un retour d'opinion favorable à l'Italie que sa déclaration brusquée de protectorat sur l'Albanie risquait de placer dans une attitude fâcheuse eu égard aux fins de guerre essentielles que proclame l'Entente. Et voici qu'on apprend qu'à Athènes le ministre d'Italie vient d'offrir, à la légation, un déjeuner en l'honneur de M. Venizelos.

Fait considérable.

Il emporte tout d'abord ces deux significations: que l'Italie, d'une part, adhère officiellement aux actes de la France et de l'Angleterre, qui ont apporté l'épilogue énergique qu'on sait à la lamentable tragi-comédie athénienne; d'autre part, qu'elle « reconnaît », dans le sens protocolaire du mot, le grand homme d'Etat crétois, dont elle avait voulu ignorer le gouvernement constitué par lui à Salonique, et sur la personne de qui les principaux organes transalpins semblaient avoir reçu permission de dauber à leur aise, en ravalant sa haute intelligence et en discutant son caractère.

Ce n'est pas tout. Le déjeuner d'Athènes, sans effacer l'impression franchement mauvaise que nous avait produite la Note de la Russie, refusant sa part de responsabilité de puissance protectrice et garante de la Grèce dans la pacifique révolution d'Athènes, l'atténue singulièrement. La protestation russe demeure, mais les effets qu'on en pouvait redouter apparaissent moins inquiétants. Si, en effet, l'accord se fait entièrement entre la France, l'Angleterre et l'Italie quant au nouveau statut balkanique, la Russie ne boudera vraisemblablement pas — quelque opinion de fond qu'elle réserve sur l'immixtion des puissances dans les affaires intérieures de la Grèce — au rôle qui lui sera assigné dans le règlement de la prochaine action militaire dans les Balkans. Or, c'est de l'arrangement entre Rome et Athènes que dépendait une parfaite communauté de vues entre Rome, Paris et Londres. La France et l'Angleterre ne pouvaient trahir la cause de M. Venizelos, grâce à qui elles ont dû de garder pied à Salonique; de son côté, l'Italie voyait d'un mauvais œil la régénération de la Grèce sous l'autorité d'un homme qui forme, pour son pays, de vastes desseins. Et voici que, comme dans le théâtre optimiste de Capus, tout s'arrange — ou paraît s'arranger. En tout cas, le ministre italien à Athènes conviant M. Venizelos à sa table, c'est une marque tangible de rapprochement qui, espérons-le, inaugure une ère nouvelle de politique étroitement commune à tous les Alliés: ceux d'hier et celui qui, demain, prendra place à leurs côtés, après que la véritable

Chambre hellénique aura revendiqué l'honneur de tenir les engagements formels pris envers la Serbie.

\* \* \*

*Neues Winterthurer Tagblatt*, 10.VII.17. — La crise en Allemagne :

... Une partie des journaux voit aussi dans cette coopération du Centre avec les social-démocrates le plus important phénomène des derniers jours, car ils y voient se dessiner la cristallisation d'une future majorité au Reichstag pour l'accomplissement des réformes intérieures comme pour l'élaboration des buts de guerre.

*Freie Zeitung*, 11.VII.17. — Le problème irlandais à la lumière de l'histoire :

Tout fait prévoir que les affaires irlandaises vont suivre le même développement que jadis celles de Hongrie. L'Amérique s'attribuera le droit de conseiller l'Angleterre dans la question irlandaise, intervenant même peut-être par une commission d'arbitrage ou de conciliation. Nous supposons que le gouvernement anglais ira jusqu'à la limite extrême des concessions. Mais si les Sinn Feiners s'entêtent dans leur plan insensé, alors l'Amérique se souviendra qu'elle est entrée en guerre pour abattre l'Allemagne et non pour résoudre la question irlandaise et l'incorrigible peuple celtique sera abandonné à son sort qu'il aura, cette fois, bien mérité.

*Berner Tagblatt*, 13.VII.17. — L'Autriche-Hongrie et les projets « libérateurs » de l'Entente.

Le prince Ferdinand Lobkowitz, de la noblesse féodale tchèque et le conseiller de cour Dr Lammensch, éminent savant en droit et membre du Tribunal d'arbitrage de La Haye, ont exposé leurs convictions dans l'une des dernières séances de la Chambre des seigneurs autrichienne :

L'entente est extraordinairement mal informée, dit le prince Lobkowitz, quand elle croit qu'en Bohême on désire un royaume de Bohême flottant pour ainsi dire libre et ne dépendant que de lui-même sur l'océan européen. C'est l'une des colossales erreurs de l'Entente qui veut libérer des peuples dont elle ne sait pas même bien les noms et dont elle ignore la langue. En fidèle fils du royaume de Bohême, je dois déclarer de la façon la plus formelle qu'il est parfaitement ridicule, pour l'Entente, de parler de libération au lieu de se souvenir de ses propres peuples qui gémissent sous le knout.

Il faut avant tout, dans un Etat formé de nationalités diverses, la liberté de mouvement, la libre disposition et le droit des nations de disposer d'elles-mêmes. Cette expression dont on a trop abusé ne signifie pas que des unions existant depuis des siècles et profondément attachées ensemble au point de vue économique doivent être déchirées et sacrifiées au seul fétiche de la langue, que l'Etat doive être déchiré, morcelé d'après ses éléments linguistiques qui formeront de petites communautés de même langue. Elle signifie plutôt que les nationalités qui habitent ensemble dans le même grand Etat doivent, sous certaines conditions, pouvoir régler leurs affaires elles-mêmes.

Parlant des possibilités de paix, le Dr Lammensch dit :

« La puissance qui déroulera l'étendard de la paix trouvera des deux côtés une nombreuse suite. Cette puissance ne peut être que l'Autriche-Hongrie. Notre grande alliée

est trop exposée à la méfiance, à la jalousie et aux sentiments d'inimitié de l'étranger. La haine de la puissance dirigeante chez nos adversaires ne nous atteint au moins pas. L'Angleterre n'a aucun motif d'être contre l'Autriche-Hongrie; au contraire, mieux vaut pour l'Angleterre avoir l'Autriche comme puissant Etat adriatique que de voir la maîtrise absolue de l'Italie sur la « mare nostrum » ou un grand Etat slave arrivant à l'Adriatique et à la Méditerranée. L'Angleterre a encore de très importants motifs de voir une Autriche forte et indépendante. Pourquoi, il y a peu de jours, lord Cecil a-t-il dit qu'il pourrait aussi se déclarer satisfait, au point de vue anglais, d'une solution des questions autrichiennes autre que celle consistant au morcellement de l'Autriche? »

Et, pendant que la Russie révolutionnaire proteste contre la « libération » de la Grèce, que des hommes d'Etat anglais montrent une attitude très froide en face du démentement de l'Autriche, le commissaire de l'Entente Jonnart séjourne à Rome pour contraindre les libérateurs italiens de la Grèce à la libérer partiellement, mais sérieusement.

*Bund*, 13.VII.17. — Suisse et Amérique.

Les Etats neutres, sauf la Suisse, ont protesté contre l'embargo américain sur les exportations, mais l'Amérique persiste dans sa résolution :

Comme nous l'apprenons de source sûre, la Suisse ne s'est en effet pas jointe à une démarche collective des neutres. Elle n'a reçu aucune invitation à se joindre à semblable démarche. La Suisse n'est du reste pas dans la même situation que les neutres maritimes. Du reste, jusqu'à maintenant, la Suisse n'a pas été considérée par l'Amérique officielle comme étant dans le même sac que les autres voisins de l'Allemagne.

Le journal reconnaît que les insinuations malveillantes de la presse américaine à notre égard proviennent de la méconnaissance de nos arrangements précis avec l'Entente; il montre aussi qu'un Allemand travaillant à la légation suisse de Washington n'est pas chose plus extraordinaire que des Italiens occupés à l'ambassade suisse à Berlin (affaire Schaffhausen). Il ajoute que la plus grosse affaire à régler prochainement c'est notre neutralité économique; le peuple suisse est décidé à rester neutre, car il sait que nous dépendons des deux groupes de belligérants :

Dans la grande lutte entre le droit et la force, le droit des neutres, inscrits dans la convention de La Haye en 1907, sont aussi en jeu. Celui qui s'appuie sur sa supériorité économique pour obliger un neutre à renoncer à la libre disposition des produits de son propre sol, celui-là se met du côté de la force. Le droit reste le droit, aussi bien pour les petits que pour les grands; la violence seule peut différer. L'Amérique neutre, s'appuyant sur le droit des gens écrit, en a appelé avec succès à son droit de livrer des munitions à tout acheteur. L'Amérique belligérante ne voudra certainement pas prétendre que la Suisse n'a pas la même liberté de disposer des produits de son sol. Si l'on formulait l'exigence que nos produits ne soient plus exportés que d'un seul côté, cela signifierait que la Suisse, trahissant son propre bon droit, se plierait devant la violence. Il faudrait payer un avantage matériel plus qu'hypothétique avec la perte presque irréparable de notre prestige moral. L'Amérique ne se laissera sûrement pas aller à pareille mesure.

# La Semaine Littéraire

REVUE LITTÉRAIRE ET POLITIQUE LA PLUS  
RÉPANDUE DE LA SUISSE ROMANDE  
PARAIT LE SAMEDI

Demandez le tarif de publicité à la régie des annonces :

**ORELL FUSSLI-PUBLICITÉ**  
1, Rue du Commerce, GENÈVE

TAILLEUR POUR DAMES  
ET MESSIEURS

## S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

## 3 POINTS

sont à considérer lors de la remise d'une  
annonce devant atteindre son but:

- 1<sup>o</sup> Rédaction de l'annonce
- 2<sup>o</sup> Composition efficace
- 3<sup>o</sup> Choix des journaux qualifiés

Adressez-vous de confiance à  
la plus ancienne agence suisse

**Orell Füssli-Publicité**  
Genève

1 Rue du Commerce, . . . Angle Rue du Rhône

Pour simplifier votre commande, demandez nos  
imprimés qui vous seront remis gratuitement.

# Au RUBIS

Maroquinerie fine

Bijouterie

Fantaisie

GALLÉ DE NANCY

90, RUE DU RHONE, 90

## GENÈVE

## „Das Neue Europa“

„La Nouvelle Europe“

est le titre d'une Revue internationale des plus modernes (Zurich, Schweizer Druck- und Verlagshaus), que chacun devrait acheter et lire.

Prix de l'abonnement:  
Fr. 5.— par an seulement

En vente  
dans toutes les librairies

## Revue Diplomatique et Consulaire

ZURICH, Mühlebachstrasse, 166

Spécimen gratuit. - Abonnement par an : 10 francs.

**USINE GENEVOISE**  
DE  
**DÉGROSSISSAGE D'OR**  
**GENÈVE**

CHAUX-DE-FONDS - BIENNE - LYON - MARSEILLE

Vente, Achat et Affinage de Métaux précieux

Or, Argent, Platine, Nickel, Aluminium, Cuivre, Chryso, Laiton, etc.

Dégrossissages en tous genres  
pour l'Industrie horlogère, bijoutière, etc.

Poudre d'Argent fin pour Doreurs — Frappe de Médailles  
Jetons, Insignes, etc.

**ESSAI ET ACHAT**  
de Lingots,  
de Monnaies d'Or et d'Argent, etc.

**TRAITEMENT ET ACHAT**  
DE CENDRES  
DÉCHETS ET RESIDUS INDUSTRIELS, ETC.

**GRAND PRIX** EXPOSITION NATIONALE SUISSE  
A BERNE 1914

PRIX DE LA RIVE 1881 et 1911 — DIPLOME EXPOSITION ZURICH 1883

MÉDAILLE D'ARGENT, PARIS 1889 — MÉDAILLE D'OR, GENÈVE 1896